



Centre d'Information, de
Formation,
et d'Etudes sur le Budget

ANALYSE BUDGETAIRE GLOBALE SUR LE DOMAINE DE LA SECURITE/DEFENSE

RAPPORT FINAL



Table des matières

Introduction générale.....	3
I. Approche méthodologique et difficultés rencontrées.....	6
1.1 Approche méthodologique.....	6
1.2 Difficultés rencontrées.....	7
II. Evolution du contexte	7
II.1 Contexte politique	7
II.2 Contexte économique	8
II.3 Contexte social	9
II.4 Contexte sécuritaire	10
III. Analyse des dépenses du budget de l'Etat sur la période 2016-2019.....	11
III.1 Allocations budgétaires globales du budget de l'Etat	11
III.1.1. Dépenses courantes	12
III.1.2. Dépenses en capital.....	16
III.2. Allocations budgétaires aux secteurs de la sécurité et de la défense	18
III.2.1. Ministère en charge de la défense	18
III.2.1.1. Bref rappel de l'organisation du ministère en charge de la défense	18
III.2.1.2. Analyse des dépenses budgétaires allouées au secteur de la défense.....	18
III.2.1.2.1. Les allocations budgétaires globales du ministère de la défense	18
III.2.1.2.2. Les allocations budgétaires du ministère de la défense par titre	23
III.2.2. Ministère en charge de la sécurité	24
III.2.2.1. Bref rappel de l'organisation du ministère en charge de la sécurité	24
III.2.2.2. Analyse des allocations budgétaires allouées au secteur de la sécurité	26
III.2.2.2.1. Les allocations budgétaires globales du ministère en charge de la sécurité ...	26
III.2.2.2.2. Les allocations budgétaires du ministère en charge de la sécurité par titre	27
IV. Cohérence des choix budgétaires des secteurs de la défense et de la sécurité avec le PNDES29	
IV.1. Cohérence des choix budgétaires du secteur de la défense et de la sécurité avec le PNDES.....	29
IV.2. La cohérence des choix budgétaires du secteur de la sécurité avec la Stratégie nationale de sécurité intérieure	33
Conclusion	35

Sigles et abréviations

BNSP	Brigade nationale des sapeurs-pompiers
BT	Brigade territoriale
CIFOEB	Centre d'information, de formation et d'études sur le budget
CNPE	Comité national de politique économique
CPD	Commissariat de police de district
CSD/DS	Cadre sectoriel de dialogue/défense et sécurité
DGB	Direction générale du Budget
DGESS	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGPN	Direction générale de la police nationale
DPPN	Direction provinciale de la police nationale
DRPN	Direction régionale de la police nationale
FAN	Forces armées nationales
FDS	Forces de défense et de sécurité
GN	Gendarmerie Nationale
IAP	Instrument automatisé de prévision
LPM	Loi de programmation militaire
MATDC	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la cohésion sociale
MDAC	Ministère de la défense et des anciens combattants
MINEFID	Ministère de l'économie, des finances et du développement
MSECU	Ministère de la sécurité
ORSEC	Plan d'organisation de la réponse de la sécurité civile
PIB	Produit intérieur brut
PN	Police nationale
PNDES	Plan national de développement économique et social
UEMOA	Union économique et monétaire ouest africaine
RSP	Régiment de sécurité présidentielle
SP/PNDES	Secrétariat permanent du Plan national de développement économique et social
SNSI	Stratégie nationale de sécurité intérieure

Liste des graphiques

Graphique 1 : Evolution du taux de croissance de 2010 à 2018	8
Graphique 2 : Evolution des recettes fiscales de 2010 à 2018.....	9
Graphique 3 : Evolution du taux de croissance des dépenses totales de l'Etat par période	11
Graphique 4 : Evolution des taux d'exécution des dépenses totales par année	12
Graphique 5: Evolution des taux de croissance des dépenses courantes par période.....	12
Graphique 6 : Evolution de la part des dépenses courantes dans le PIB par période	13
Graphique 7 : Evolution du taux d'exécution des dépenses courantes par année.....	13
Graphique 8 : Evolution du taux moyen de progression des salaires par période	14
Graphique 9 : Evolution de la part des dépenses de personnel dans les dépenses courantes par période	14
Graphique 10: Evolution des dépenses de fonctionnement par période	15
Graphique 11 : Evolution des transferts courants par période.....	16
Graphique 12 : Evolution des dépenses d'investissement par période.....	17
Graphique 13 : Evolution des dépenses d'investissement par année	17
Graphique 14 : Evolution des allocations du ministère de la défense par période	20
Graphique 15 : Evolution de la part du budget de la défense dans le budget national	20
Graphique 16 : Evolution du taux d'exécution du ministère de la défense par année.....	21
Graphique 17 : Allocations budgétaires et loi de programmation budgétaire	22
Graphique 18 : Part du budget alloué à la défense sur le budget total dans les pays du g5 sahel en 2018.....	22
Graphique 19 : Evolution de la part des dépenses de personnel et des investissements dans le budget de la défense par période	23
Graphique 20: Evolution de la part des dépenses d'investissement dans le budget de la défense par année.....	24
Graphique 21: Evolution des allocations budgétaires de la sécurité par année.....	26
Graphique 22 : Evolution du taux d'exécution de la sécurité par année	26
Graphique 23Graphique : Evolution de la part du budget de la sécurité dans le budget total	27
Graphique 24: Evolution des dépenses de personnel et d'investissement de la sécurité sur la période 2016-2019	27

Liste des tableaux

Tableau 1 : Evolution du critère de la masse salariale sur le PIB	15
Tableau 2 : Evolution de la part des différents titres de dépenses du budget de la défense par période	24
Tableau 3: Réalisation des cibles PNDES pour les effets attendus de la défense et de la sécurité	30
Tableau 4: Recrutements effectués d'agents au profit des corps de sécurité de 2016 à 2018	31
Tableau 5 : Etat des CPD construits et /ou en construction dans la région du Sahel et du Nord	32
Tableau 6 : Etat des BT construits et/ou en construction	32

Introduction générale

S'inscrivant dans une dynamique sous régionale impulsée par l'UEMOA, le Burkina Faso a entrepris des réformes de gestion des finances publiques. C'est dans ce cadre que depuis 2017, le budget objet a donné place à l'élaboration et à l'adoption du budget programme. Le budget programme a vocation à établir un lien entre les allocations budgétaires et les activités à réaliser. Cette réforme témoigne de l'effort de l'Etat à une meilleure gestion des finances publiques.

Cependant, en dépit de ces efforts, le déficit budgétaire demeure régulier, si fait que la répartition équitable des ressources, surtout en faveur des groupes sociaux défavorisés, constitue un défi permanent.

Dès lors, la prise en compte des besoins des populations dans le budget de l'Etat s'affirme avec plus d'acuité. Cette préoccupation s'accroît dans le contexte présent du Burkina Faso marqué par une dégradation considérable et progressive de la situation sécuritaire. En effet, du 4 avril 2015 au 5 février 2019, le Burkina a enregistré 201 attaques terroristes dont 120 contre les positions des forces de défense et de sécurité (FDS) et 81 contre d'autres cibles¹. Ces attaques ont occasionné 558 décès dont 446 civils et 112 éléments des Forces de Défense et de Sécurité (FDS), 272 blessés dont 143 FDS et 129 civils².

L'accroissement des actes de violence a eu pour conséquences la perturbation des activités économiques, la perturbation des activités éducatives, la psychose au sein des populations locales et des administrations locales ainsi que le déplacement des populations à l'interne.

Au regard du caractère asymétrique de la menace terroriste, l'action militaire ne saurait constituer l'unique réponse. La situation requiert, outre ces mesures, un engagement collectif de tous les citoyens. A cet effet, la nécessité d'une approche holistique dans la lutte contre les menaces sécuritaires s'impose. L'implication de toutes les composantes de la société dans cette lutte devient une nécessité.

C'est dans cette perspective que le CIFOEB, avec l'appui technique et financier de ses partenaires notamment Oxfam -Danida a commandité la présente étude qui vise à analyser l'efficacité et l'efficience des dépenses publiques dans les secteurs de la défense et de la sécurité. Elle a vocation à permettre d'activer le contrôle citoyen au sein des OSC et des médias et à servir de base pour des actions de plaidoyer de la société civile en vue de contribuer à une meilleure allocation et à une gestion efficace et efficiente des ressources dans les secteurs de la sécurité et de la défense.

Pour répondre à cet objectif, une démarche méthodologique adaptée à la sensibilité du secteur, a pu permettre dans un premier temps de faire une analyse du contexte et des

¹ Lefaso.net, consulté le 16 juin 2019, à 12h46. Récapitulatif des attaques terroristes au Burkina Faso réalisé sur la base du bilan officiel des communiqués du Ministère de la Défense Nationale et des Anciens combattants, des chiffres publiés par United Nations Office for the Coordination of Human affairs (UNOCHA), Human Right Watch et contenus dans le dossier presse 03.02.2019 contre l'impunité et la stigmatisation des communautés (CISC).

² Idem

éléments du budget pour aboutir, dans un deuxième temps, à l'analyse des allocations budgétaires aux secteurs de la défense et de la sécurité, leur cohérence avec les politiques publiques et le contexte. Des recommandations ont été formulées à l'issue de l'analyse.

I. Approche méthodologique et difficultés rencontrées

1.1 Approche méthodologique

Les recherches en vue de la production du présent rapport ont été menées suivant une articulation de revue documentaire et une enquête essentiellement qualitative. La sensibilité du secteur a imposé une telle démarche qui s'est déclinée en cinq étapes.

➤ La rencontre de cadrage

En amont de la mission, s'est tenue une réunion de cadrage. Cette réunion qui a regroupé les consultants et le comité de suivi du CIFOEB a permis aux deux (02) parties de s'accorder sur les principaux éléments de la mission : la compréhension des TDR, la méthodologie, les outils de collecte et le plan de travail.

➤ La recherche documentaire

La présente étude s'est fondée en grande partie sur les recherches documentaires. Cette recherche avait deux finalités : fournir des informations nécessaires à la présente étude et servir de base à la préparation et à la finalisation de la méthode de collecte de données. Les documents suivants ont été exploités :

ENCADRE 1 : LISTE DE LA DOCUMENTATION EXPLOITEE

- les lois de finance et règlements budgétaires de 2016, 2017, 2018 et 2019 ainsi que les exposés de motifs desdites lois ;
- les lois de programmation budgétaire des secteurs de la sécurité et de la défense;
- le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) ;
- les programmes d'activités des cinq dernières années du MSECUC et du MDAC;
- les rapports des cadres sectoriels de dialogue Défense et Sécurité (CSD/DS) ;
- les documents des projets et programmes intervenant dans les secteurs de la sécurité et de la défense ;
- les programmations budgétaires des projets et programmes intervenant dans les secteurs de la sécurité et de la défense ;
- les rapports financiers des projets et programmes intervenant dans les secteurs de la sécurité et de la défense ;
- la stratégie nationale de sécurité intérieure ;
- le rapport général du forum national sur la sécurité.
- L'instrument automatisé de prévision (IAP), Avril 2019

➤ La conception et la validation des outils de collecte

Sur la base des informations recueillies pendant la recherche documentaire, l'équipe de consultants a préparé des outils de collecte des données qui ont été validés par le CIFOEB. Deux types d'outils ont été initialement proposés : un guide d'entretien pour la collecte des données qualitatives et un questionnaire pour la collecte des informations quantitatives.

Cependant, à l'exécution, la mission a eu seulement recours au guide d'entretien au regard de la sensibilité des secteurs de l'étude et des informations à collecter.

➤ **La méthode de collecte des données**

La collecte des données a été effectuée, comme souligné plus haut, essentiellement par des entretiens auprès :

- ⇔ du Ministère de la Sécurité (MS), à travers la Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles (DGESS) ;
- ⇔ du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement (MINEFID) notamment à travers la Direction Générale du Budget (DGB) et la DGESS ;
- ⇔ des projets et programmes d'appui aux secteurs de la sécurité et de la défense ;
- ⇔ des organisations de la société civile ;
- ⇔ des personnes ressources au sein de l'administration publique ;
- ⇔ des chercheurs ou personnes ressources spécialisées dans les questions de sécurité et de défense ;
- ⇔ des organismes internationaux (G5 Sahel, UEMOA, etc.).

➤ **L'analyse des données et l'élaboration des rapports**

Le présent rapport est le résultat de l'analyse et de la synthèse des données collectées lors des entretiens ainsi que de la revue documentaire.

1.2 Difficultés rencontrées

Dans la conduite de la présente étude, l'équipe de consultants a rencontré un certain nombre de difficultés qui ont trait à l'indisponibilité des données et des acteurs du secteur. Cette situation est en partie due à la réticence des acteurs au prétexte de la sensibilité du domaine.

II. Evolution du contexte

La présente étude intervient dans un contexte politique, économique, social et sécuritaire à grandes mutations dont les prémices sont apparues à partir de 2011.

II.1 Contexte politique

Le Burkina Faso a connu ces cinq dernières années un contexte politique très agité avec des mutations importantes dans la configuration de la classe politique. En effet, après un règne de près de 27 ans, le régime de Blaise COMPAORE fut renversé par une insurrection populaire, à la suite de la volonté de l'ex Chef de l'Etat de modifier la Constitution pour briguer un nouveau mandat. Un régime de Transition, conduit par Michel KAFANDO, sera installé, de façon consensuelle pour une durée de douze (12) mois. Le principal mandat était l'organisation d'élections libres et transparentes à l'effet de restaurer les institutions de l'Etat de droit. Cependant, la transition connaîtra plusieurs soubresauts politiques qui impacteront la gouvernance en générale et celle du secteur de la sécurité et de la défense en particulier.

En effet, les présomptions de déstabilisation de la transition par le Régiment de Sécurité présidentielle à partir de décembre 2014 se solderont par une tentative de coup d'état

perpétrée par ladite unité de l'armée en septembre 2015. Nonobstant cette tentative qui résulte d'une fraction de la classe politique, des élections présidentielle et législatives, jugées des plus crédibles de l'histoire politique récente du Burkina Faso, ont porté à la tête de l'Etat le Président Roch Marc Christian KABORE et le Mouvement du Peuple pour le Progrès (MPP).

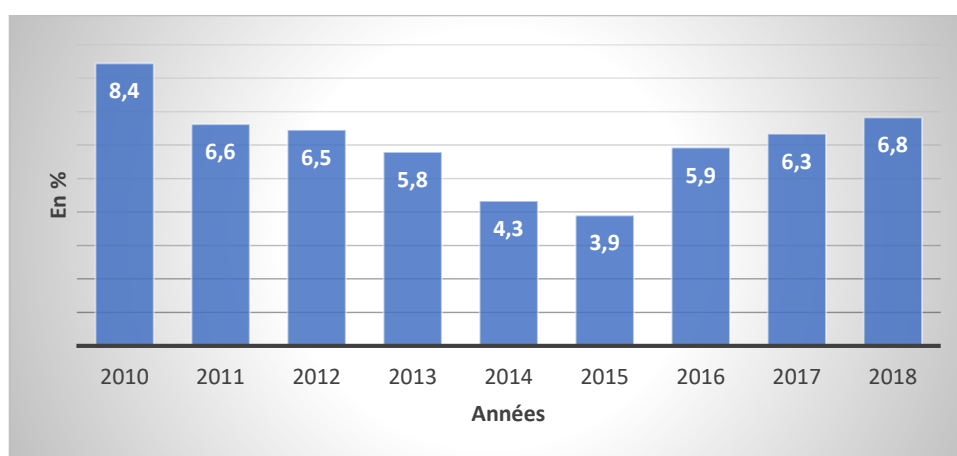
La période post-électorale, quant à elle, a été marquée, après la tenue des élections municipales, par des incidents lors de la mise en place des exécutifs des collectivités territoriales. Ces incidents qui révélaient déjà une dynamique d'effritement de la cohésion sociale, ont occasionné la reprise des élections municipales dans dix-neuf (19) collectivités territoriales le 28 mai 2017.

Le contexte politique caractérisé par une agitation sans précédente, n'a pas été sans affecter le contexte économique.

II.2 Contexte économique

La situation économique et financière des cinq (05) dernières années a été fortement influencée par le contexte sociopolitique. En moyenne sur la période 2010-2013, le taux de croissance s'est situé à 6,8%. Ce résultat est soutenu par les performances au niveau du secteur agricole et de l'industrie minière qui a connu un boom sur la période, passant de moins d'une tonne d'or en 2007 à plus de 32 tonnes d'or en 2011.

GRAPHIQUE 1 : EVOLUTION DU TAUX DE CROISSANCE DE 2010 A 2018

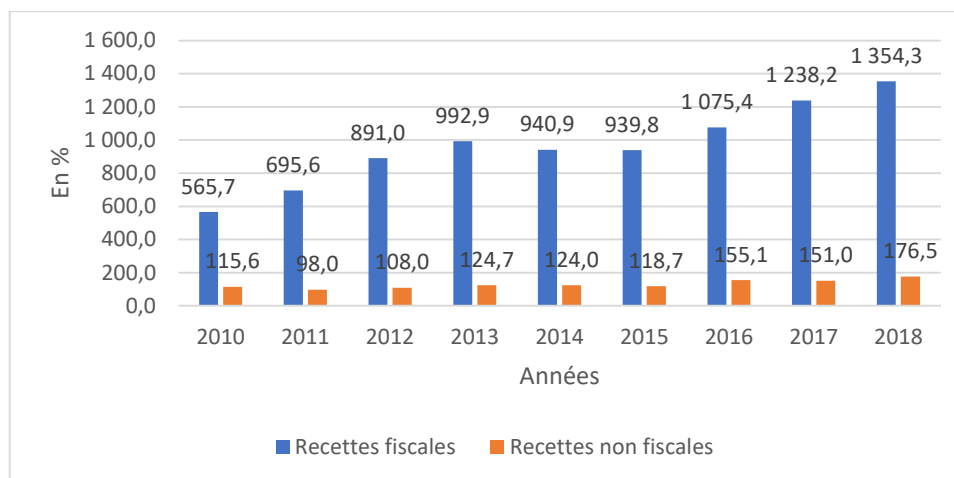


Source : DGEP (2018), Instrument Automatisé de Prévision (IAP)

En 2014, la croissance est tombée à 4,3% en lien avec la crise sociopolitique dont le couronnement a été l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014, conjuguée à la mauvaise pluviométrie qui a impacté à la baisse la production céréalière de 8,2%. La décélération s'est poursuivie en 2015, avec une croissance de 3,9%, soit la plus faible sur la période 2010-2018, expliquée par la conjonction des effets de l'insurrection populaire, du coup d'Etat de septembre 2015 et la persistance de la mauvaise campagne agricole, avec une baisse de production de 6,3%.

Cette situation a également eu comme conséquence la baisse des recettes fiscales. En effet, les recettes fiscales ont baissé, passant de 992,9 milliards FCFA en 2013 à 940,9 milliards FCFA en 2014 puis à 939,8 milliards FCFA en 2015.

GRAPHIQUE 2 : EVOLUTION DES RECETTES FISCALES DE 2010 A 2018



Source : DGEP (2018), Instrument Automatisé de Prévision (IAP)

Depuis 2016, la situation économique du pays est marquée par la reprise avec une croissance économique de 5,9% en 2016, 6,3% en 2017 et 6,8% en 2018. Cette performance est en partie imputable à la normalisation de la situation sociopolitique et aux différentes actions mises en œuvre dans le cadre du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES).

II.3 Contexte social

Sur le plan social, le Burkina Faso vit une période trouble depuis 2016, marquée par deux phénomènes : des revendications tous azimuts dans les secteurs socio-professionnels et un effritement de la cohésion sociale au sein des communautés.

Dans le monde du travail, les trois (03) dernières années enregistrèrent des revendications sociales portant sur la quête de l'amélioration des conditions de vie et de travail particulièrement dans les secteurs de l'éducation, de la sécurité, de la santé et des finances. Face à la montée de la tension sociale, le gouvernement a, aux fins d'y apporter une réponse, conclu avec les partenaires sociaux concernés un ensemble de protocoles d'accords dont l'incidence financière s'est avérée importante.

Les multiples revendications des travailleurs du secteur public ont été motivées et soutenues, suivant l'analyse du ministère en charge de la fonction publique, par les inégalités et injustices qu'entretient le système de rémunération en place³. A cet effet, le gouvernement a organisé une conférence des forces vives de la nation sur la rationalisation du système de rémunération des agents publics du 12 au 14 juin 2018 à Ouagadougou. Cette conférence a formulé des recommandations aux fins de disposer d'un système de rémunération juste, équitable et budgétairement soutenable. Toutefois, la tenue de cette conférence dont les recommandations tardent à voir une effectivité, n'a pu mettre fin à la grogne sociale qui perdure jusqu'à ce jour.

³ Ministère de la Fonction Publique et de la Protection sociale, Rapport du diagnostic du système de rémunération dans la fonction publique, Mai 2018.

Au niveau communautaire, le Burkina Faso qui était réputé de sa relative cohésion sociale nonobstant la soixantaine d'ethnies, la pluralité des confessions religieuses, enregistre de plus en plus, des conflits ouverts intercommunautaires et intra-communautaires. En effet, depuis 2016, des crises communautaires ont éclatées au Burkina Faso pour des motifs divers. Si pour certaines telles que celles qui opposent généralement cultivateurs et éleveurs, l'occupation foncière peut en être l'origine, pour d'autres, la chefferie coutumière, les suspicions relativement aux attaques terroristes s'érigent en explication. Il en est ainsi des conflits communautaires à Barani, dans la région de la Boucle du Mouhoun, à Yirgou dans la région du Centre-Nord, à Orodara, dans la région des Hauts-Bassins, à Banfora dans la région des cascades etc. La montée des conflits communautaires coïncide avec la dégradation progressive de la sécurité.

II.4 Contexte sécuritaire

A l'instar de certains pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso, connaît un contexte sécuritaire de plus en plus difficile. Longtemps préservé, le pays enregistre une dégradation progressive de sa situation sécuritaire. Depuis avril 2015, la situation sécuritaire s'est considérablement aggravée avec les attaques à répétition. Du 4 avril 2015 au 5 février 2019, le Burkina a enregistré 201 attaques terroristes dont 120 contre les positions des forces de défense et de sécurité (FDS) et 81 contre d'autres cibles⁴. Ces attaques ont occasionné 558 décès dont 446 civils et 112 éléments des FDS, 272 blessés dont 143 FDS et 129 civils⁵.

C'est dans un tel contexte que l'Etat burkinabè, soucieux de trouver une réponse adéquate aux défis sécuritaires, a voulu, à travers le forum national sur la sécurité tenu les 24, 25 et 26 octobre 2017, sous le thème : « **Garantir la paix et la sécurité pour un développement durable du Burkina Faso : la nécessité d'une réforme du secteur de la sécurité** », faire un état des lieux de la sécurité en perspective de l'élaboration d'une politique nationale de sécurité. En avril 2018, le Gouvernement marqua aussi son accord pour la conduite d'un processus de formulation d'une stratégie nationale de prévention de l'extrémisme violent. Par ailleurs, en décembre 2018, l'état d'urgence a été décrété dans plusieurs provinces tandis qu'en janvier 2019, les ministres de la défense et de la sécurité ont été remplacés à la suite d'un remaniement ministériel. Depuis février 2018, le président de la République, Roch KABORE, assure la présidence tournante du G5 Sahel.

La recrudescence des attaques terroristes, outre les régions de l'Est, du Nord et du Sahel, s'est étendue dans les régions du Centre-Nord, de la Boucle du Mouhoun. En conséquence de la fréquence des attaques, l'activité économique en général et les secteurs du tourisme et des transports en particulier ont été affectés. Elles induisent par ailleurs de nouvelles charges pour le budget de l'Etat à travers notamment, le financement des dépenses de fonctionnement des

⁴ Lefaso.net, consulté le 16 juin 2019, à 12h46. Récapitulatif des attaques terroristes au Burkina Faso réalisé sur la base du bilan officiel des communiqués du Ministère de la Défense Nationale et des Anciens combattants, des chiffres publiés par United Nations Office for the Coordination of Human affairs (UNOCHA), Human Right Watch et contenus dans le dossier presse 03.02.2019 contre l'impunité et la stigmatisation des communautés (CISC).

⁵ Idem

Forces de défense et de sécurité sur le théâtre des opérations d'une part, et le renforcement de leurs capacités opérationnelles avec des équipements adéquats d'autre part⁶.

Entre autres réponses aux menaces terroristes, le Gouvernement burkinabè a mis en place un nouveau mécanisme de motivation des forces de défense et de sécurité sur le théâtre des opérations. Des actions sont également en cours pour assurer une plus grande efficacité dans la prise en charge des blessés et l'indemnisation des familles et ayants droits des victimes. A toutes ces actions s'ajoutent évidemment les efforts d'équipement des forces de défense et de sécurité en matériel adéquat.

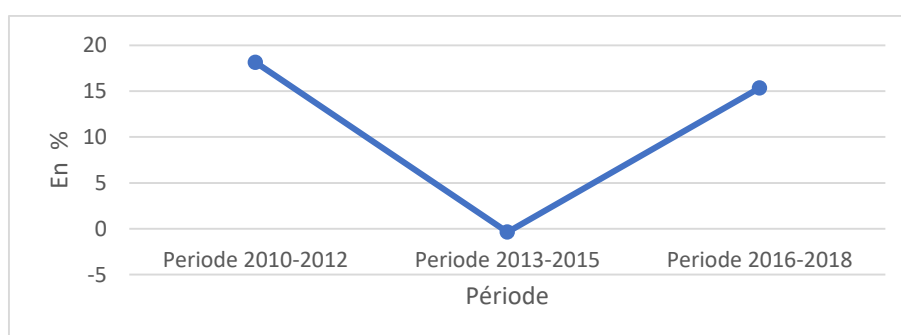
III. Analyse des dépenses du budget de l'Etat sur la période 2016-2019

III.1 Allocations budgétaires globales du budget de l'Etat

Les dépenses de l'Etat sont caractérisées par une nette reprise sur la période 2016-2018 après la baisse d'ensemble observée sur les trois années précédentes marquées par la crise socio-politique.

Elles ont progressé de 15,33% sur la période 2016-2018 passant 1 663,19 milliards en 2016 à 2 127, 7 milliards de FCFA en 2018. Entre 2013 et 2015, soit les trois années précédentes, elles avaient baissé de 0,37 % contre une hausse de 18,15% sur la période 2010-2012.

GRAPHIQUE 3 : EVOLUTION DU TAUX DE CROISSANCE DES DEPENSES TOTALES DE L'ÉTAT PAR PERIODE



Source : IAP, Avril 2019.

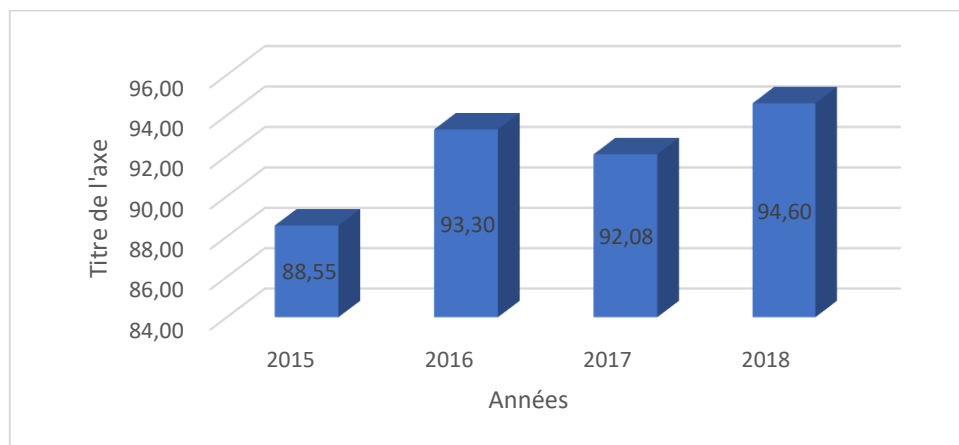
La baisse observée sur la période 2013-2015 est principalement expliquée par la succession de crises qu'a connue le pays sur cette période (insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 et coup d'Etat militaire de 2015).

La forte hausse observée sur la période 2016-2018 traduit la reprise des activités économiques à la suite de la normalisation politique marquée par les élections couplées présidentielles et législatives en décembre 2015 ainsi que la tenue des élections municipales en 2016. Cependant, cette évolution cache des baisses de dépenses relativement importantes sur certaines années. En effet, l'année 2018 a connu une baisse des dépenses de -0,87%.

⁶ Ministère de l'Economie, des finances et du Développement, Exposé des motifs du projet de loi de finances rectificative de la loi de finances initiale pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2018.

Les niveaux d'exécution des dépenses de l'Etat sont appréciables. En effet, sur la période 2016-2018, le taux moyen d'exécution est d'environ 93%. Ce taux est en nette amélioration par rapport à celui de 2015 (88,55%).

GRAPHIQUE 4 : EVOLUTION DES TAUX D'EXECUTION DES DEPENSES TOTALES PAR ANNEE



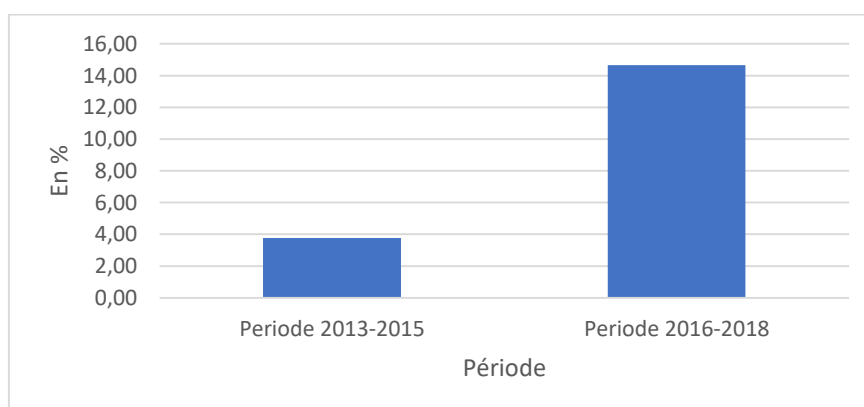
Source : DGB, juin 2019.

La hausse des dépenses totales de 2016 à 2018 est liée aussi bien aux dépenses courantes qu'aux dépenses d'investissement.

III.1.1. Dépenses courantes

Les dépenses courantes sont composées des dépenses de personnel, des dépenses de fonctionnement, des transferts courants et de l'intérêt dû. Elles sont passées de 1 118,75 milliards de FCFA en 2016 à 1 383,44 milliards de FCFA en 2018, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 14,65%. Cette progression est nettement supérieure à l'évolution des dépenses courantes sur la période 2013-2015.

GRAPHIQUE 5 : EVOLUTION DES TAUX DE CROISSANCE DES DEPENSES COURANTES PAR PERIODE

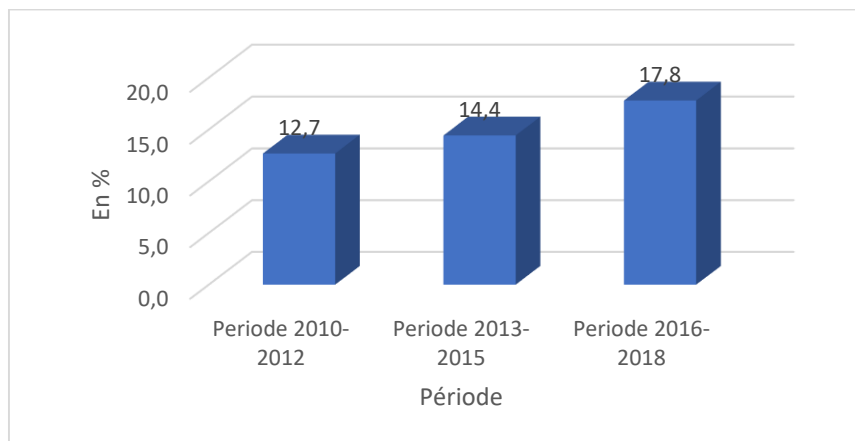


Source : IAP, Avril 2019.

La part des dépenses courantes dans la richesse nationale a connu une hausse dans le temps. En effet, elle est passée de 12,7% sur la période 2010-2012 à 14,4% entre 2013-2015 puis à

17,8 % sur la période 2016-2018. En moyenne, la part des dépenses courantes dans le PIB a augmenté de 5,1 points de 2010 à 2018.

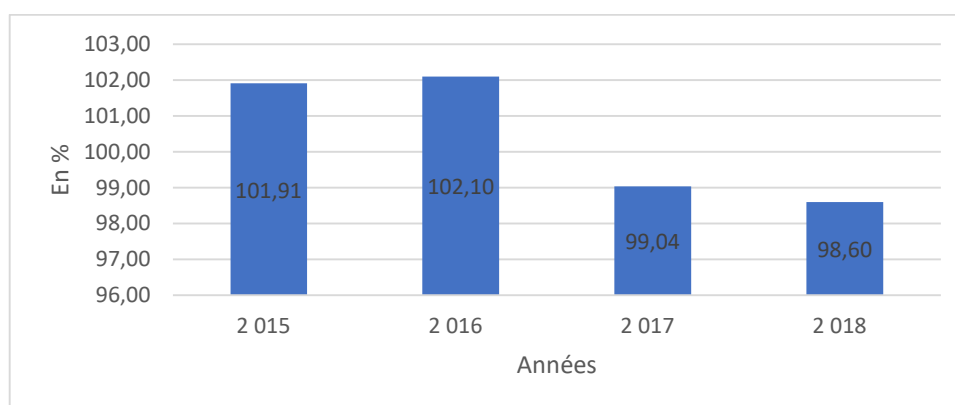
GRAPHIQUE 6 : EVOLUTION DE LA PART DES DEPENSES COURANTES DANS LE PIB PAR PERIODE



Source : IAP, Avril 2019

Les dépenses courantes connaissent dans l'ensemble un bon niveau d'exécution. Sur certaines années, elles ont été exécutées à plus de 100 % (2015 et 2016).

GRAPHIQUE 7 : Evolution du taux d'exécution des dépenses courantes par année



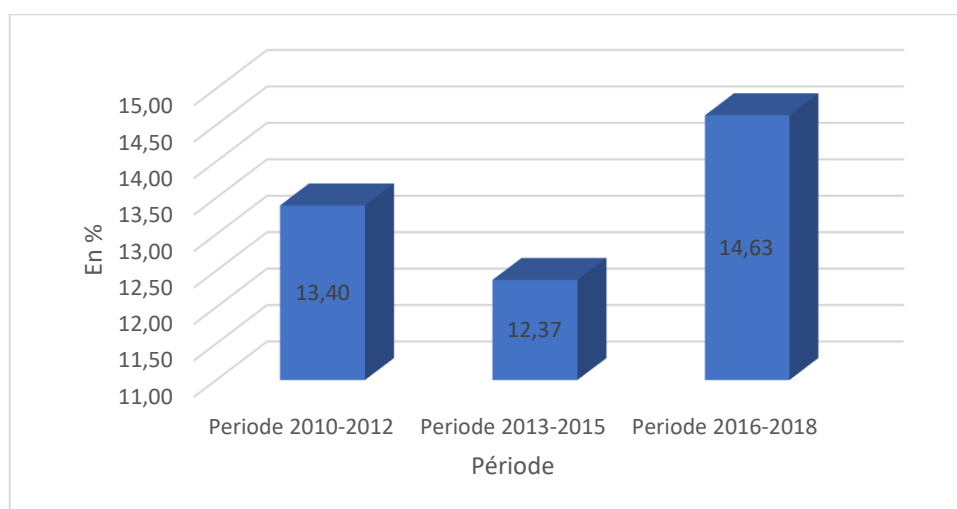
Source : DGB, juin 2019.

La hausse des dépenses courantes est en grande partie liée aux dépenses de personnel.

a. Dépenses de personnel

Les salaires ont connu une augmentation de plus en plus importante au fil des années. En effet, d'un taux de croissance moyen de 12,37 % sur la période 2013-2015, les dépenses de personnel se sont accrues en moyenne de 14,63% sur la période 2016-2019. Par rapport à la période 2010-2012, elles ont progressé de 1,23 points pourcentage.

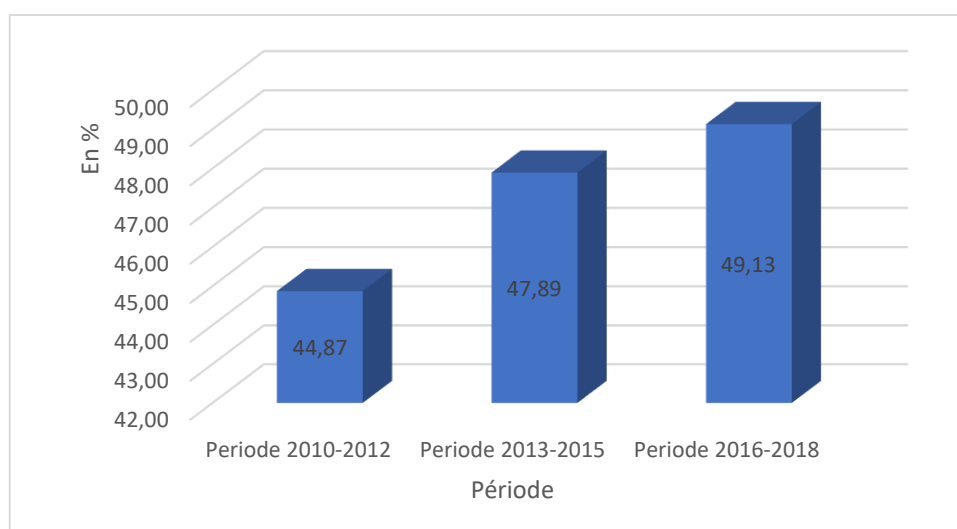
GRAPHIQUE 8 : EVOLUTION DU TAUX MOYEN DE PROGRESSION DES SALAIRES PAR PERIODE



Source : DGB, juin 2019.

L'augmentation des dépenses de personnel a entraîné une hausse progressive de leur part dans les dépenses courantes. En effet, la part des salaires dans les dépenses courantes a atteint 49,13% sur la période 2016-2018 contre 47,89% sur la période 2013-2015 et 44,87% entre les années 2010 et 2013.

GRAPHIQUE 9 : EVOLUTION DE LA PART DES DEPENSES DE PERSONNEL DANS LES DEPENSES COURANTES PAR PERIODE



Source : IAP, avril 2019

Cet accroissement est imputable en grande partie aux revendications sociales qui ont engendré des charges supplémentaires pour le budget de l'Etat. Cela est aussi le fait des augmentations du nombre de travailleurs.

La hausse des dépenses de personnel n'a pas permis au Burkina Faso de respecter le critère de convergence lié à la masse salariale dans l'Union économique et monétaire ouest-africains (UEMOA). Elle effet, le Burkina est à quasiment à un niveau de 50% et plus depuis 2015,

nettement au-dessus de la norme communautaire de 35% maximum. Cette situation a aggravé le déficit budgétaire et réduit les ressources destinées aux investissements.

TABLEAU 1 : EVOLUTION DU CRITERE DE LA MASSE SALARIALE SUR LE PIB

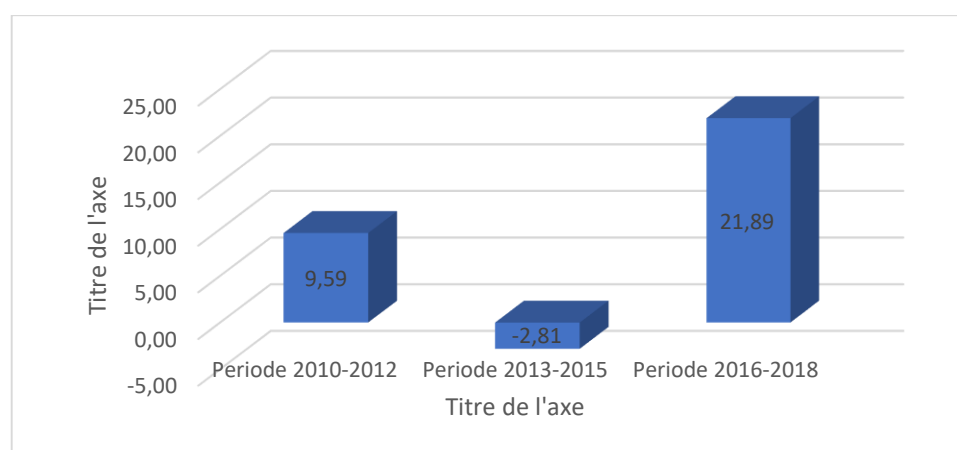
Rubriques	Norme	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	≤35%	40,5	37,3	35,8	46,5	50,4	51,6	49,9	52,1

Source : CNPE, 2019.

b. Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement ont connu une hausse relativement importante sur la période 2016-2018 de 21,89% à la suite de la baisse observée sur la période 2013-2015 (-2,81%). La progression observée entre 2016 et 2018 est également plus importance que celle de la période 2010-2012. Cette forte hausse est imputable à l'augmentation significative des dépenses de fonctionnement en 2017 (+36, 02%). Cette situation est contraire à la volonté du Gouvernement de réduire le train de vie de l'Etat à travers la baisse des dépenses de fonctionnement.

GRAPHIQUE 10: EVOLUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR PERIODE



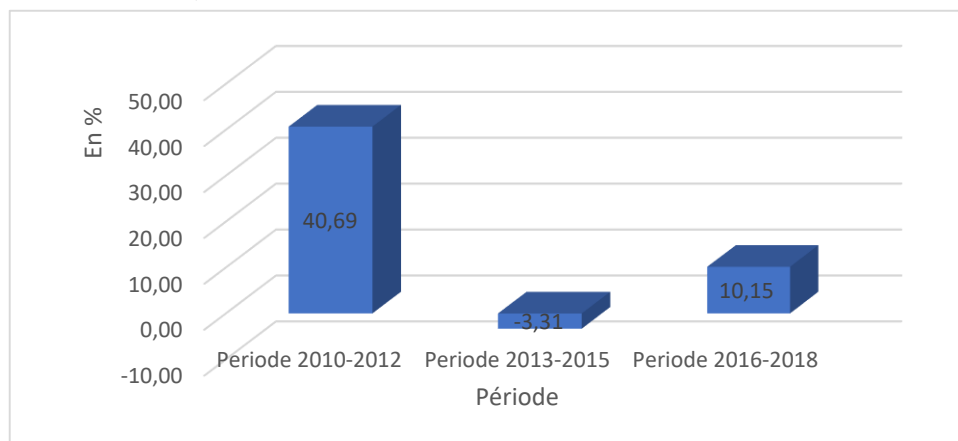
Source : IAP, avril 2019

Les dépenses de fonctionnement se chiffrent à 154,21 milliards en 2019 contre 122,737 milliards en 2015 avec un taux de croissance moyen annuel de 8,03 %. Cette augmentation s'est accentuée principalement en 2017 atteignant les 180,42 milliards de FCFA contre 130,52 milliards de FCFA en 2016, ce qui correspondant à une hausse de 38,18%.

c. Transferts courants

Les transferts courants ont été dans l'ensemble maîtrisés sur la période 2016-2018 passant de 370,94 milliards de FCFA en 2016 à 384,79 milliards de FCFA en 2018 après avoir atteint un niveau de 457,12 milliards de FCFA en 2017. Le taux de croissance moyen sur la période est ressorti à 10,15% contre une baisse de 3,31% sur la période 2013-2015 et 40,69 % en 2010-2012.

GRAPHIQUE 11 : EVOLUTION DES TRANSFERTS COURANTS PAR PERIODE



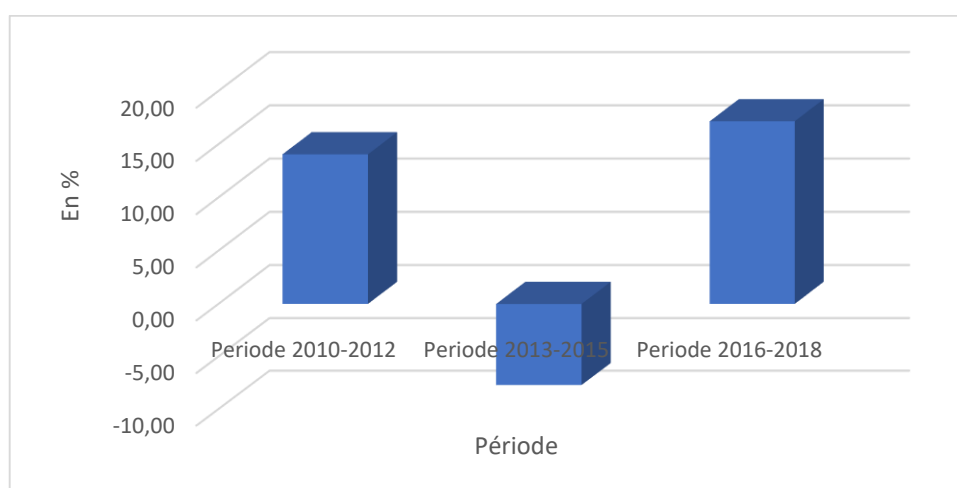
Source : IAP, Avril 2019

III.1.2. Dépenses en capital

Bien que les dépenses d'investissement augmentent de 2016 à 2018, la part des dépenses d'investissement dans la richesse nationale baisse dans le temps. Sur la période 2016-2018, les investissements se sont accrus de 17,15% en moyenne annuelle passant de 553,10 milliards de FCFA à 754,34 milliards de FCFA en 2018. Ce taux de progression est nettement meilleur à la moyenne observée sur la période 2013-2015 (-7,71%) et de la période 2010-2012 (14,05%). Cependant, les dépenses d'investissement restent encore faible comparée à la richesse nationale créée. Aussi, la part des dépenses d'investissement dans le PIB régresse d'une période à l'autre. Ainsi, elle est passée de 11,32% sur la période 2010-2012 à 10,58% sur la période 2013-2015 et à 9,53% de 2016 à 2018.

La faiblesse relative des dépenses d'investissements par rapport au PIB est certainement liée à la forte hausse des dépenses courantes et en particulier les dépenses de personnel d'une année à l'autre. Cela pourrait conduire à une stagnation de l'économie à moyen et long termes, avec son corollaire d'aggravation du chômage et d'accélération de l'inflation.

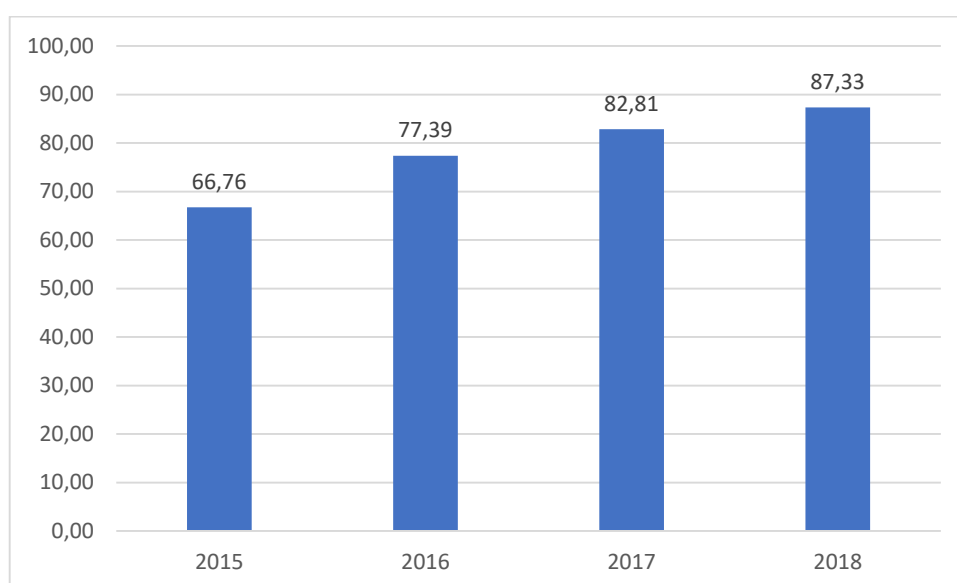
GRAPHIQUE 12 : EVOLUTION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT PAR PERIODE



Source : IAP, avril 2019

Le taux d'exécution des dépenses d'investissement, bien qu'en nette progression en 2015 reste relativement faible. En moyenne, il ressort à 82,51% sur la période 2016-2018.

GRAPHIQUE 13 : EVOLUTION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT PAR ANNEE



Source : DGB, juin 2019

On peut retenir de l'analyse des dépenses budgétaires que celles-ci ont enregistré une forte augmentation depuis 2016, expliquée notamment par sa composante courante. Cette hausse des dépenses courantes est elle-même imputable en grande partie aux dépenses courantes et dans une moindre mesure aux dépenses de fonctionnement. En conséquence de la hausse des dépenses de personnel, le ratio de convergence masse salariale sur recettes fiscales n'est pas respecté. Aussi, bien que les dépenses d'investissements augmentent, elles baissent régulièrement en pourcentage du PIB.

III.2. Allocations budgétaires aux secteurs de la sécurité et de la défense

Cette partie analyse d'abord les dépenses allouées au ministère de la défense avant de s'appesantir sur celles du ministère en charge de la sécurité.

III.2.1. Ministère en charge de la défense

Après une présentation succincte des objectifs et de l'organisation du ministère en charge de la défense, les allocations budgétaires de la défense sont analysées.

III.2.1.1. Bref rappel de l'organisation du ministère en charge de la défense

Le ministère en charge de la défense nationale exerce conformément à la politique de défense et à la loi de portant organisation de la défense nationale, principalement quatre (04) missions :

- ❖ Garantir la sécurité, la souveraineté et l'intégrité du territoire national ;
- ❖ Participer au développement socio-économique national ;
- ❖ Contribuer à la prévention, à la gestion et à la résolution des conflits en prenant part aux actions militaires et humanitaires sous l'égide de l'ONU et des organisations régionales et sous régionales ;
- ❖ Prendre en matière de protection civile, les mesures de prévention et de secours que requièrent en toutes circonstances, la sauvegarde des populations et la protection des biens (catastrophe, risques majeurs de toute nature).

Pour la mise en œuvre de ces missions, le ministère en charge de la défense dispose d'une Loi portant organisation de la défense nationale, d'une loi de programmation militaire, d'une politique de défense et d'un plan stratégique 2017-2021 pour la réforme des forces armées nationales (FAN).

Le ministère comprend l'Armée de terre, l'Armée de l'air, le Groupement central des armées, la Brigade nationale des Sapeurs-pompiers et la Gendarmerie nationale.

L'armée de terre comprend trois (03) régions militaires organisées chacune en régiments. L'armée de l'air est divisée en deux régions aériennes. Le Groupement Central des Armées est organisé en Bataillon avec des détachements auprès des régions militaires. Quant à la Brigade nationale des sapeurs-pompiers, elle est une composante des Forces armées nationales mise à la disposition du ministère chargé de l'Administration du territoire pour emploi dans le cadre de la sécurité civile. Elle compte 6 cinq compagnies. S'agissant de la Gendarmerie nationale est organisée en trois régions de Gendarmerie.

III.2.1.2. Analyse des dépenses budgétaires allouées au secteur de la défense

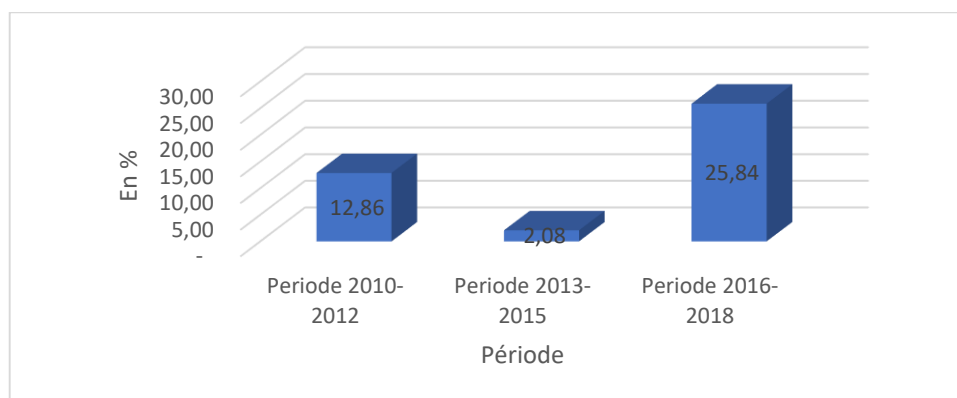
III.2.1.2.1. Les allocations budgétaires globales du ministère de la défense

Les allocations budgétaires de la défense sont en nette augmentation de 2016 à 2019. L'analyse du graphique ci-dessous montre que d'importants efforts ont été faits au cours des

trois dernières années par rapport aux périodes précédentes. En effet, les allocations du ministère de la défense ont progressé en moyenne de 25,84% contre 2,08% pour la période 2013-2015 et 12,86% sur la période 2010-2012. L'année 2018 a connu la hausse la plus importante des allocations budgétaires du ministère de la défense de 48,98%. En volume, les dépenses budgétaires sont passées de 95,43 milliards de FCFA en 2016 à 169,94 milliards de FCFA en 2018.

La forte hausse des allocations au profit du ministère en charge de la défense s'explique par nécessité de renforcer les capacités opérationnelles des forces de défense pour faire face au terrorisme qui menace l'intégrité du territoire. En 2019, les efforts d'allocations en faveur de la défense nationale se poursuivent avec une prévision de 209,73 milliards de FCFA. Comparativement aux allocations de 2018, c'est une progression de 23,41%.

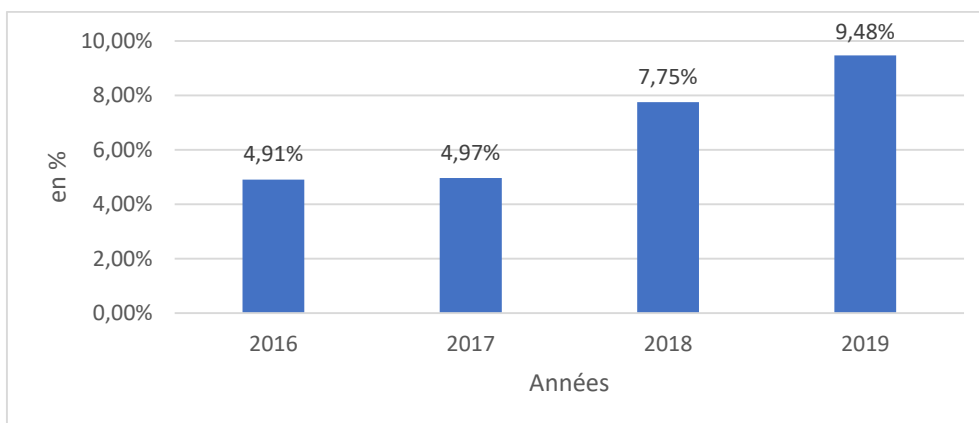
GRAPHIQUE 14 : EVOLUTION DES ALLOCATIONS DU MINISTERE DE LA DEFENSE PAR PERIODE



Source : DGB, juin 2019

Ces évolutions constatées de ressources allouées ont poussé à la hausse, le poids du secteur de la défense dans le budget national. En effet, la part du budget de la défense dans le budget national est passée de 4,91% en 2016 à 9,48% en 2019. En moyenne sur la période 2016-2019, la part du budget alloué à la défense est de 5,428%.

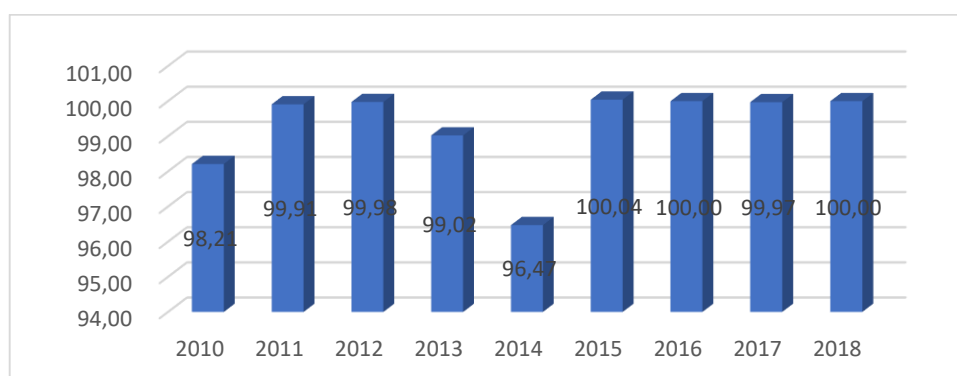
GRAPHIQUE 15 : EVOLUTION DE LA PART DU BUDGET DE LA DEFENSE DANS LE BUDGET NATIONAL



Source : DGB, juin 2019

Dans l'ensemble, le taux d'exécution du ministère de la défense est appréciable. Sur la période 2010-2018, les taux d'exécution oscillent entre 96 et 100%.

GRAPHIQUE 16 : EVOLUTION DU TAUX D'EXECUTION DU MINISTERE DE LA DEFENSE PAR ANNEE



Source : DGB, juin 2019

- **Analyse des allocations budgétaires par rapport aux engagements de la loi de programmation militaire 2018-2022.**

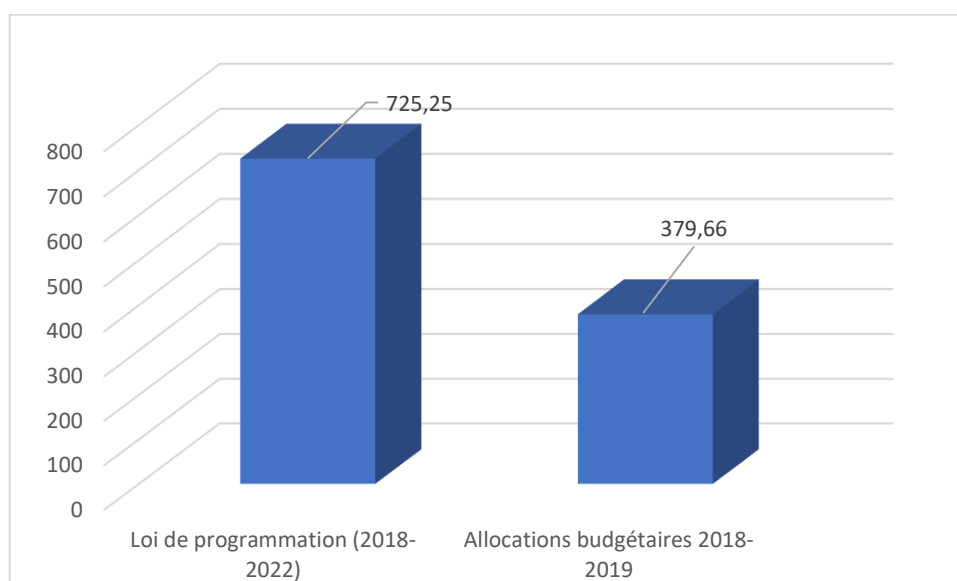
La loi de programmation militaire quinquennale (2018-2022)⁷ adoptée en 2017 prévoit des dépenses en autorisation d'engagements et en crédits de paiement d'un montant de 725,25 milliards de FCFA⁸. Cette analyse vise à s'assurer du respect des engagements de l'Etat en faveur de la mise en œuvre conséquente de cette loi de programmation.

L'allocation budgétaire de 2018 est de 169 milliards de FCFA et la prévision budgétaire de 2019 est de 209,73 milliards de FCFA, soit un total de 379,66 milliards de FCFA, pour les deux (02) premières années de mise en œuvre de la loi de programmation, en supposant que l'exécution de l'année 2019 est totale. Le taux d'exécution de la loi de programmation militaire sur les deux premières années ressort à 52,35%. Cette situation dénote des efforts pour respecter ses engagements en faveur du renforcement des capacités des forces armées nationales. A cette allure, les programmations budgétaires de la loi de programmation budgétaire devraient être respectées voire dépassées. Il y a lieu de souhaiter que ces efforts se poursuivent en vue de se doter d'une armée moderne et bien équipée.

⁷ Loi n° 055-2017/AN portant loi de programmation militaire quinquennale 2018-2022.

⁸Le montant exact est 725 253 753 080 FCFA.

GRAPHIQUE 17 : ALLOCATIONS BUDGETAIRES ET LOI DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE

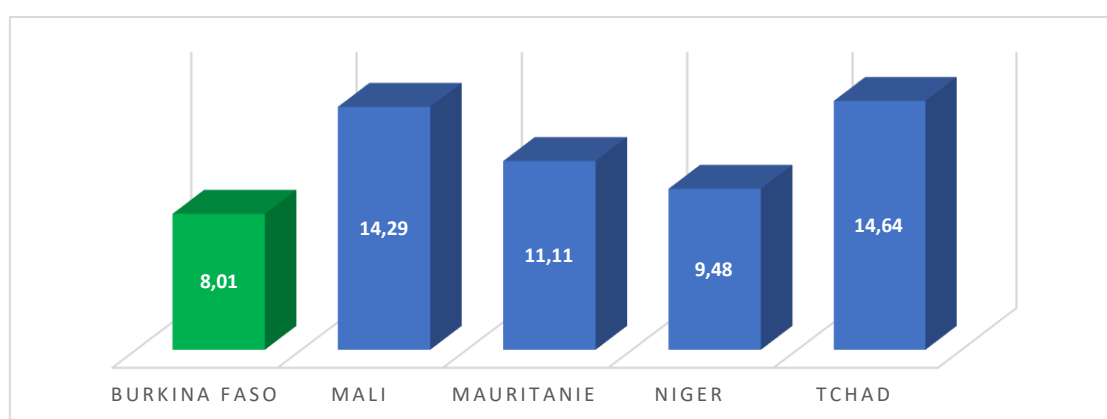


Source : LPM⁹ (2018-2022) et DGB

- **Analyse comparative par rapport aux pays du G5 Sahel**

Malgré la bonne progression des allocations budgétaires de la défense, la part du budget de la défense dans le budget national reste faible par rapport aux autres pays du G5 Sahel. En effet, selon les données de countryeconomy.com, pour l'année 2018, la part du budget de la défense dans le budget national ressort à 8,01% contre 14,64% pour le Tchad et 14,29% pour le Mali. Le Burkina Faso reste donc le pays du G5 Sahel dont la part du budget alloué à la défense est la plus faible.

GRAPHIQUE 18 : PART DU BUDGET ALLOUE A LA DEFENSE SUR LE BUDGET TOTAL DANS LES PAYS DU G5 SAHEL EN 2018



Source : countryeconomy.com¹⁰

⁹ Loi de programmation budgétaire

¹⁰ <https://fr.countryeconomy.com/pays/comparer>, Consulté le 21/07/ 2019 à 12h 46

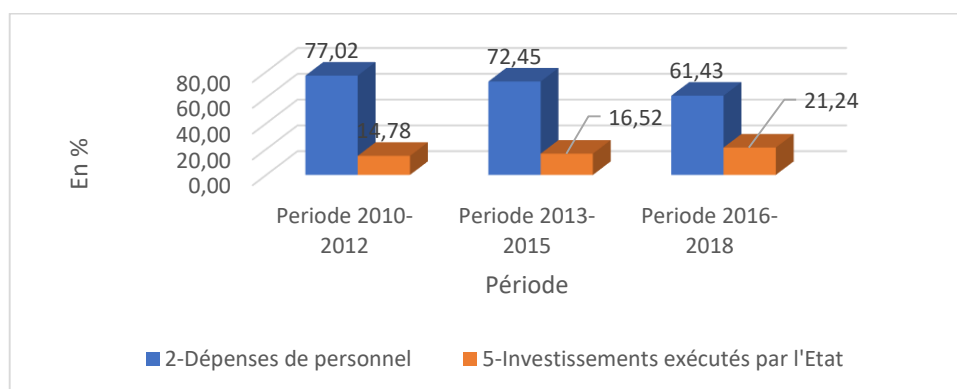
III.2.1.2.2. Les allocations budgétaires du ministère de la défense par titre

Les titres de la dépense sont les dépenses de personnel, les dépenses d'acquisition de biens et de services, les dépenses de transferts courants et les investissements exécutés par l'Etat.

Les dépenses de personnel et les investissements exécutés par l'Etat sont les plus importants postes du budget de la défense. En effet, sur la période 2016-2018, les dépenses du personnel ont représenté 61,43% du budget de la défense et les investissements exécutés par l'Etat 21,24%. Les dépenses d'acquisition de biens et services ressortent à 15,38% du budget de la défense contre 1,95% pour les dépenses de transferts courants.

L'analyse comparative des allocations par titre dans le temps révèle des changements de dynamique relativement importants. En effet, on constate une baisse tendancielle des dépenses de personnel au profit des investissements exécutés par l'Etat et des dépenses d'acquisition des biens et services. Cette réorientation de la politique vise à mieux doter les forces de défense et de sécurité en vue de mieux faire face au terrorisme sur le terrain.

GRAPHIQUE 19 : EVOLUTION DE LA PART DES DEPENSES DE PERSONNEL ET DES INVESTISSEMENTS DANS LE BUDGET DE LA DEFENSE PAR PERIODE



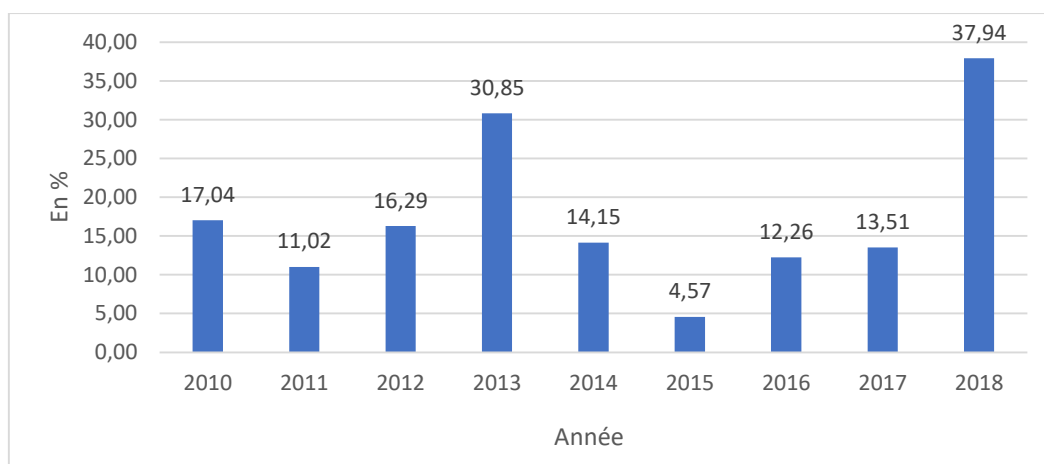
Source : DGB, juin 2019.

Les dépenses de personnel : En effet, d'une part moyenne de 77,02%, la part de dépenses de personnel dans le budget de la défense a chuté progressivement à 72,45% sur la période 2013-2015 puis à 61,41% sur la période 2016-2018. Cette tendance à la baisse des dépenses de personnel en pourcentage du budget de la défense se poursuit en 2019 avec une part de 56,08%.

S'agissant des investissements exécutés par l'Etat, ils connaissent la dynamique inverse en passant de 14,78% sur la période 2010-2012 à 16,52% sur la période 2013-2015 pour atteindre 21,24% sur la période 2016-2018.

Le pic a été atteint pour les dépenses d'investissement en 2018 avec une part de 37,94%. En 2019, la part des investissements dans le budget de la défense se maintient au-dessus des 30% (33,77%).

GRAPHIQUE 20: EVOLUTION DE LA PART DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DANS LE BUDGET DE LA DEFENSE PAR ANNEE



Source : DGB, juin 2019

Les dépenses d'acquisition des biens et services connaissent également une progression de leur part passant de 6,79% en 2010-2012 à 8,73% de 2013-2015 et à 15,38% de 2016-2018. Cette part retombe à 9,04% en 2019 après avoir atteint 11,50% en 2018 ; 15,52% en 2017 et 19,11% en 2016.

Ces efforts de réallocations des ressources au profit des investissements et des dépenses d'acquisition de biens et services traduisent l'engagement à améliorer l'efficacité des forces de défense et de sécurité.

TABLEAU 2 : EVOLUTION DE LA PART DES DIFFERENTS TITRES DE DEPENSES DU BUDGET DE LA DEFENSE PAR PERIODE

Titre de dépenses	Période 2010-2012	Période 2013-2015	Période 2016-2018
2-Dépenses de personnel	77,02	72,45	61,43
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	6,79	8,73	15,38
4-Dépenses de transferts courants	1,41	2,30	1,95
5-Investissements exécutés par l'Etat	14,78	16,52	21,24

Source : à partir des données de la DGB, juin 2019

III.2.2. Ministère en charge de la sécurité

III.2.2.1. Bref rappel de l'organisation du ministère en charge de la sécurité

Aux termes de l'article 5 du décret n°2019-0139/PRES/PM/SGG-CM du 18 février 2019 portant attributions des membres du Gouvernement, les attributions du ministère en charge de la sécurité comportent trois grands volets à savoir l'identification et de la protection des personnes et des biens, la sûreté des institutions et le respect de la loi et du maintien de la paix et de l'ordre public.

Dans le domaine de l'identification et de la protection des personnes et des biens, il s'agit :

- i. D'assurer la prévention et la répression de la criminalité en partenariat avec la population,
- ii. De veiller à l'exécution de certains actes de police judiciaire,
- iii. De lutter contre la criminalité sous toutes ses formes ;
- iv. De contrôler la circulation intérieure et transfrontalière ;
- v. D'assurer la police des stupéfiants et des mœurs ainsi que des jeux et des routes ;
- vi. D'assurer la délivrance de la carte nationale d'identité, du passeport ordinaire, des visas d'entrée et de sortie ainsi que des titres de séjour ;
- vii. De promouvoir la coopération policière internationale ;
- viii. D'assurer la sécurisation des sites stratégiques et économiques ;
- ix. D'assurer la sécurisation des chantiers des grands travaux (barrages hydroagricoles et hydroélectriques, sites stratégiques (Ouvrages AEP de l'ONEA).

Dans le domaine de la sûreté des institutions, il est chargé :

- i. Des renseignements généraux nécessaires à l'information du gouvernement,
- ii. De la surveillance du territoire ;
- iii. Du suivi et du contrôle du régime des armes et munitions civiles.

Dans le domaine du respect de la loi et du maintien de la paix et de l'ordre public, le ministère de la sécurité a en charge :

- i. La sécurité publique,
- ii. La coordination des activités des forces civiles et militaires œuvrant en matière de sécurité intérieure ;
- iii. La gestion de la police de proximité ;
- iv. Le maintien et le rétablissement de l'ordre public et des actes de police administrative y relatifs ;
- v. L'assignation à résidence, de l'expulsion des étrangers et de l'application des mesures d'intervention de séjour.

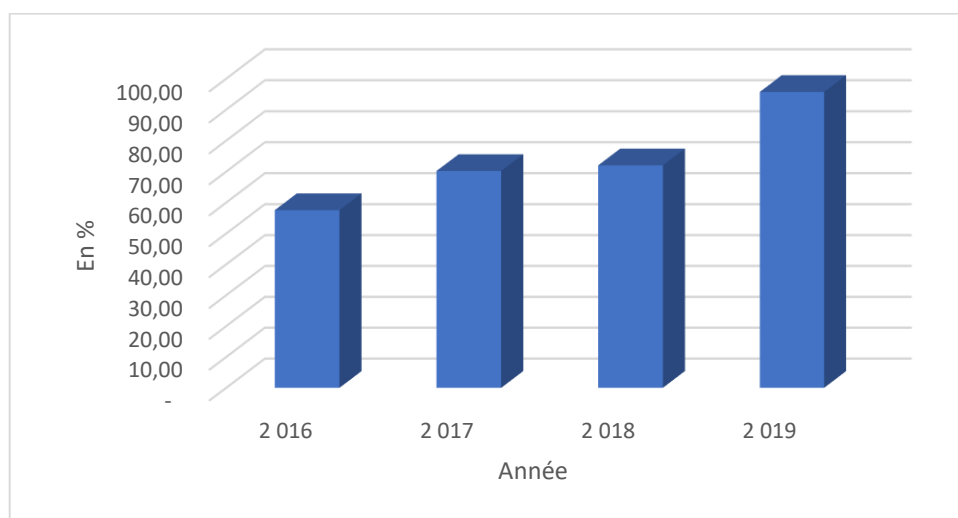
L'organisation du ministère de la sécurité s'articule autour du cabinet du ministre et du secrétariat général. Le cabinet du ministre constitue le point d'ancrage des autres compartiments que sont le secrétariat général, les conseillers techniques, les inspections techniques, les chargés de mission, les secrétariats permanents et les structures spécifiques. Le secrétariat général comprend des structures, centrales, des structures rattachées, des structures de mission et des structures déconcentrées. Ces structures déconcentrées sont composées de 13 directions régionales de la police nationale (DRPN), de 45 directions provinciales de la police nationale (DPPN), de 13 services régionaux sûreté (SRS), de 12 compagnies républicaines de sécurité (CRS), de 149 commissariats police de district (CPD), de 9 commissariats de police d'arrondissements (CPA), commissariats centraux de police (CCP), de 19 postes de police frontalières (PPF) et de 6 des services régionaux de la police judiciaire.

III.2.2.2. Analyse des allocations budgétaires allouées au secteur de la sécurité

III.2.2.2.1. Les allocations budgétaires globales du ministère en charge de la sécurité

Les allocations budgétaires en faveur de la sécurité sont passées de 57,54 milliards de FCFA en 2016 à 72,01 milliards de FCFA en 2018, soit un taux de croissance annuel moyen de 12,28%. En 2019, la prévision budgétaire de la sécurité s'élève à 95,70 milliards de FCFA.

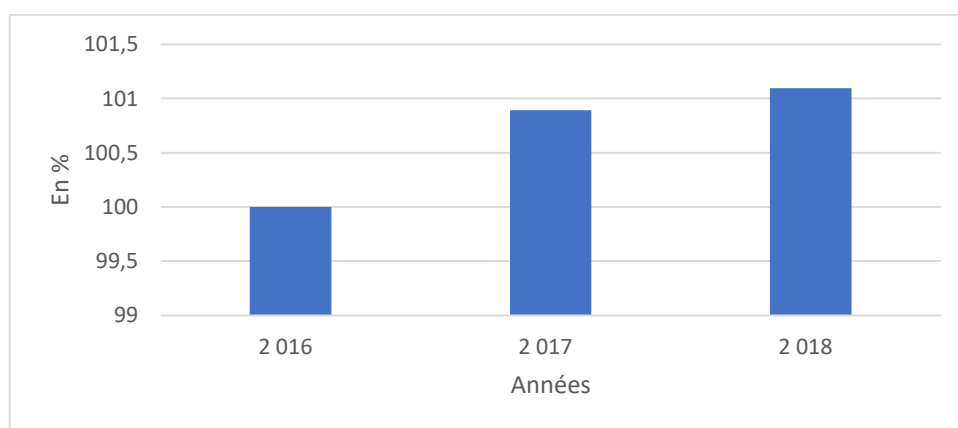
GRAPHIQUE 21: EVOLUTION DES ALLOCATIONS BUDGETAIRES DE LA SECURITE PAR ANNEE



Source : DGB, juin 2019

Le taux d'exécution du ministère de la sécurité dépasse les 100% sur certaines années.

GRAPHIQUE 22 : EVOLUTION DU TAUX D'EXECUTION DE LA SECURITE PAR ANNEE

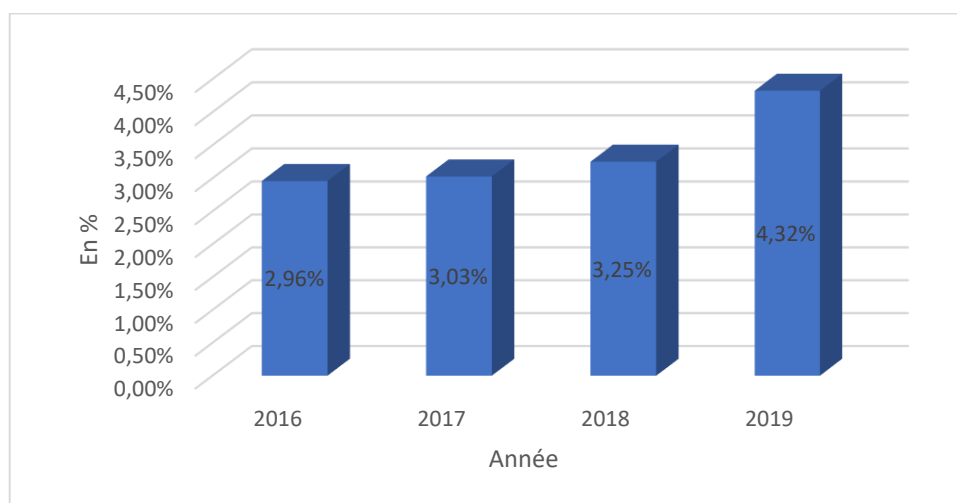


Source : DGB, juin 2019

La part du budget de la sécurité dans le budget national apparaît relativement faible bien qu'en augmentation. Elle est passée de 2,96% en 2016 à 3,07% en 2017 puis à 3,25% en 2018. Sur la base des prévisions de 2019, elle devrait se situer à 4,32%.

Ces parts paraissent relativement faibles au regard de la situation sécuritaire qui prévaut dans le pays.

GRAPHIQUE 23 : EVOLUTION DE LA PART DU BUDGET DE LA SECURITE DANS LE BUDGET TOTAL



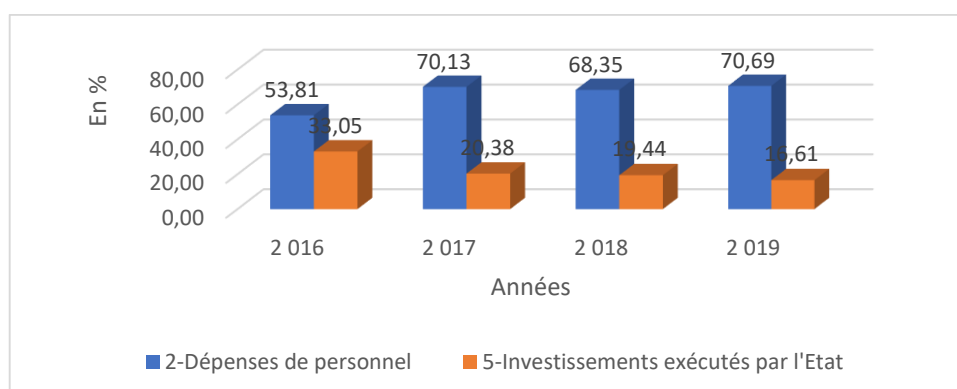
Source : DGB, juin 2019

II.2.2.2. Les allocations budgétaires du ministère en charge de la sécurité par titre

Contrairement à ce qui a été observé au niveau de la défense, la part des dépenses de personnel du ministère de la sécurité a augmenté pendant que celle allouée aux investissements connaît une baisse dans le temps.

La part des dépenses de personnel est passée de 53,81% en 2016 à 70,13% en 2017, puis à 68,35 en 2018. En 2019, cette part devrait remonter à 70,69%. Quant aux dépenses d'investissement, leur part baisse de 33,05% en 2016 à 20,38% en 2017 puis à 19,44% en 2018. La baisse devrait se poursuivre en 2019 pour se situer à 16,61%.

GRAPHIQUE 24: EVOLUTION DES DEPENSES DE PERSONNEL ET D'INVESTISSEMENT DE LA SECURITE SUR LA PERIODE 2016-2019



Source : DGB, juin 2019.

Les dépenses d'acquisition de biens et services connaissent également une hausse de leur part dans les dépenses de la sécurité. En effet, elle est passée de 6,51% en 2016 à 6,93% en 2018

après avoir chuté à 6,32% en 2017. En 2019, la part de ces dépenses devrait atteindre 8,59% du budget de la sécurité.

Tableau 3 : Evolution de la part des dépenses de personnel par titre

Titre de dépenses	2 016	2 017	2018	2 019
2-Dépenses de personnel	53,81	70,13	68,35	70,69
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	6,51	6,32	6,93	8,59
4-Dépenses de transferts courants	6,64	3,17	5,28	4,11
5-Investissements exécutés par l'Etat	33,05	20,38	19,44	16,61

Source : DGB juin 2019

IV. Principales faiblesses mises en évidence

Les entretiens ont mis en évidence un certain nombre de faiblesses au niveau de la gestion secteur de la défense et de la sécurité.

Elles portent aussi bien sur les ressources matérielles que sur les ressources humaines

- **Au niveau des ressources matérielles**
 - **Matériels insuffisants en quantité et en qualité pour faire face aux menaces** : les agents de sécurité ne seraient pas suffisamment dotés en matériels adaptés (Armes, gilets de protection, munitions etc...). Cette limite la puissance de feu des FDS et les exposent aux terroristes.
 - **Mauvaises répartitions des équipements entre les services** : tous les services n'ont pas besoins du même type d'équipements. En effet, un service travaillant sur la petite délinquance n'a pas besoin forcément du même type d'équipements qu'un service spécialisé dans la lutte anti terrorisme. Pourtant dans la commande publique, on commande tout pour tout le monde.
 - **Insuffisance de moyens roulants** : Les moyens roulants également manquent notamment les vecteurs aériens (drones par exemple) pour permettre une meilleure surveillance du territoire et une intervention plus efficace en cas d'attaques.
- **Au niveau des ressources humaines**
 - **Mauvaise répartition des FDS dans les régions** : Tout le monde voulant les grands centres, la situation serait caractérisée par une forte présence des forces de l'ordre dans les grands centres comme Ouagadougou et Bobo-Dioulasso.
 - **Faiblesse du ratio agent de sécurité par région** : Dans l'ensemble, le ratio agents de sécurité /habitant est faible. Ce taux serait encore plus faible dans les régions notamment celle du Nord et du sahel.

- **Inadaptation des formations des FDS** : les formations ne sont plus adaptées au contexte actuel marquées par la menace terroriste.
- **En matière de gouvernance**
 - **Faiblesse voire absence de contrôle interne et externe.**

V. Cohérence des choix budgétaires des secteurs de la défense et de la sécurité avec le PNDES

IV.1. Cohérence des choix budgétaires du secteur de la défense et de la sécurité avec le PNDES

- La défense et la sécurité dans le PNDES

Les questions de défense et de sécurité tiennent une place de choix dans le PNDES. En effet, la défense et la sécurité sont prises en compte au niveau de l'Objectif stratégique 1.1 « promouvoir la bonne gouvernance politique et administrative » et deux ses effets : EA 1.1.2 : la sécurité et la protection civile sont renforcées et EA 1.1.3 : la défense est renforcée.

Concernant l'effet « EA 1.1.2 : la sécurité et la protection civile sont renforcées », il devrait se traduire par une augmentation :

- taux de couverture des régions en plan Organisation de la réponse de la sécurité civile (ORSEC) de 53% en 2015 à 100% en 2020 ;
- taux de maillage du territoire national en services de sécurité opérationnels de 56,8% en 2015 à 75% en 2020 ;
- ratio agent de sécurité / population de 1/948 en 2015 à 1/910 en 2020.

Les actions entrant dans le cadre de la réalisation de cet effet sont le renforcement des capacités des forces de sécurité et la promotion de la bonne gouvernance du sous-secteur de la sécurité.

S'agissant de l'effet « EA 1.1.3 : la défense est renforcée ». Cet effet attendu est soutenu par l'ambition de porter le taux de réalisation des exercices terrains de 50% en 2015 à 80% en 2020.

L'enjeu est d'améliorer la stabilité du Burkina Faso et son attractivité pour les investissements, en œuvrant au renforcement des capacités des forces de défense, à la dépolitisation de l'environnement militaire et à la promotion de la bonne gouvernance du sous-secteur de la défense.

- Les choix budgétaires en matière de sécurité et de défense sont-ils cohérents avec le PNDES ?

En l'absence de données fines sur l'affectation et l'utilisation des crédits alloués au secteur de la défense et de la sécurité, il apparaît difficile d'apprécier la cohérence des choix budgétaires en relation avec le PNDES. Cependant, l'analyse de l'atteinte des cibles fixées par le PNDES

donne une idée des efforts qui ont été faits en matière budgétaire en faveur de la défense et de sécurité

○ **Appréciation de l'atteinte des objectifs et cibles du PNDES**

Le taux de maillage sécuritaire : au 31 décembre 2018, le taux de maillage sécuritaire est de 65,81%¹¹ pour une cible PNDES de 64%, soit un dépassement de 1,81 point. Cette situation est certainement le reflet des efforts budgétaires réalisés par le gouvernement pour assurer le déploiement des nouveaux services de sécurité.

Ratio agent de sécurité/population : à fin 2018, il s'est établi à 1 agent/729 habitants pour une cible fixée à 1 agent/930 habitants.

Le taux de couverture des régions en plans ORSEC : il est ressorti à 84,61% pour une cible de 70% à fin 2018.

Le taux de réalisation des exercices terrains : cet indicateur a été réalisé à 100%, soit 20 points de plus que l'objectif fixé pour 2018.

Ainsi, à fin 2018, toutes les cibles PNDES sont réalisées, traduisant les efforts du Gouvernement pour améliorer la situation sécuritaire.

TABLEAU 3: REALISATION DES CIBLES PNDES POUR LES EFFETS ATTENDUS DE LA DEFENSE ET DE LA SECURITE

Effets attendus	Indicateurs	Valeur 2015	Cible 2018	Réalisation 2018	Ecart
EA 1.1.2 : la sécurité et la protection civile sont renforcées	Taux de couverture des régions en plan ORSEC	53%	78%	84,61%	+6,61
	Taux de maillage du territoire national en services de sécurité opérationnels	56,8%	64%	65,81%	+1,81
	Ratio agent de sécurité / population (norme : 1 pour 400 habitants)	1 pour 948 habitants	1 pour 930 habitants	1 pour 729 habitants	+1
EA 1.1.3 : la défense est renforcée	Taux de réalisation des exercices terrains	50%	70%	100%	+20%

Source : SP/PNDES, 2019.

Pour l'atteinte des résultats ci-dessus présentés, plusieurs actions ont été conduites en lien avec le renforcement des effectifs, les investissements en moyens logistiques et en infrastructures.

S'agissant du renforcement des effectifs, sur les trois premières années du PNDES, au total, 7 639 agents ont été recrutés pour les forces de sécurité. Ce nombre se compose de :

- 4 230 agents pour la police nationale ;

¹¹ PNDES, page 35

- 2 250 agents pour la gendarmerie nationale ;
- 759 agents pour la garde de sécurité pénitentiaire (GSP) ;
- 400 agents pour la Brigade des sapeurs-pompiers.

En moyenne sur les trois (03) années, ce sont 2 546 agents, tous corps confondus qui ont été recrutés par an.

TABEAU 4: RECRUTEMENTS EFFECTUES D'AGENTS AU PROFIT DES CORPS DE SECURITE DE 2016 A 2018

Les corps	2 016	2 017	2 018	TOTAL
Police nationale	1 515	1 915	800	4 230
Gendarmerie nationale	750	750	750	2 250
Garde de Sécurité Penitentiaire	300	320	139	759
Brigade des sapeurs-pompiers	100	100	200	400
TOTAL	2 665	3 085	1 889	7 639

Source : SP/PNDES, 2019.

Au titre des investissements en moyens logistiques, on note l'acquisition :

- (i) de matériel spécifique au profit de la GSP d'un coût total de 300 millions FCFA ;
- (ii) de matériel opérationnel au profit des services de police à un coût de plus de 3,6 milliards FCFA ;
- (iii) de matériel opérationnel au profit des services de gendarmerie à hauteur de 779,8 millions FCFA.

S'agissant des infrastructures, l'année 2018 a vu les progrès suivants : (i) l'achèvement de la brigade territoriale de gendarmerie à Foutouri dans la région de l'Est ; (ii) la construction de la brigade territoriale de gendarmerie à Ouou dans la province de la Comoé ; (iii) la poursuite de la construction du nouveau siège de la DGPN et du camp de l'Unité d'intervention polyvalente de la Police nationale (UIP-PN) à Ouagadougou. Par ailleurs, d'importants efforts ont été consentis par le Gouvernement pour la construction des Commissariats de police de districts (CPD) dans le Sahel et des brigades de gendarmerie (BT) dans d'autres localités.

L'état de réalisation des différents chantiers se présente comme l'indiquent les tableaux ci-dessous.

TABLEAU 5 : ETAT DES CPD CONSTRUITS ET /OU EN CONSTRUCTION DANS LA REGION DU SAHEL ET DU NORD

N°	Localisation	Montant de l'attribution (en FCFA)	Source de financement	Taux d'exécution physique	Taux d'exécution financière
01	Thiou	193 188 529	ED	95%	62,65%
02	Tankougounadié	206 491 646	Budget Etat	100%	100%
03	Déou	188 189 121	ED	100%	100%
04	Falangountou	200 000 000	Budget Etat	80%	100%
05	Seytenga	157 861 612	Budget Etat	100 %	100%
06	Banh	157 820 983	Budget Etat	95%	90%
07	Arbinda	154 407 439	Budget Etat	100 %	100%
08	Gorgadji	159 168 309	Budget Etat	95 %	43%
09	Titabé	PM	Projet Japonais	100 %	ND
10	Kain	188 210 000	ED	100%	100%
	Mur de clôture CPD Kain	44 237 020	ED	15%	00%

Source : SP/PNDES, 2019.

TABLEAU 6 : ETAT DES BT CONSTRUITS ET/OU EN CONSTRUCTION

N° d'ordre	Localisation	Montant de l'attribution (FCFA)	Source de financement	Taux d'exécution physique	Taux d'exécution financière
01	Tchériba	174 910 377	Budget Etat	100%	100%
02	Samorogouan	185 039 305	Budget Etat	80%	77,85%
03	Gorgadji	166 000 000	UE	42%	42,4%
04	Seytenga	166 000 000	UE	-	-
05	Sampelga	166 000 000	UE	25%	0%
06	Pobe-Mengao	150 000 000	ED	62%	61,62%
07	Diguel	730 667 955	UE	26%	0%
08	Déou	166 000 000	UE	-	

Source : CSD Défense et sécurité

Pour la défense, Deux investissements majeurs se rapportant à la loi de programmation militaire et au projet de construction de la base militaire à l'aéroport de Donsin justifient le niveau d'atteinte des cibles de cet indicateur d'effet et des indicateurs sectoriels en 2018. En effet, un montant d'environ 58,27 milliards FCFA a été inscrit au budget de l'Etat dans le cadre de l'opérationnalisation de la loi de programmation militaire. Quant au projet de construction de la base militaire de l'aéroport de Donsin, une enveloppe de 14,83 milliards FCFA a été prévue pour permettre la réalisation de 50% des infrastructures du lot M1 et de signer des contrats pour les autres lots.

Bien que des efforts soient faits par l'Etat, il convient de se demander si les objectifs seront atteints à la fin de la mise en œuvre du PNDES ?

Pour les autres cibles, la probabilité d'atteinte des cibles à la fin du PNDES est grande au regard des résultats actuels. Cependant, pour le maillage sécuritaire, la situation paraît plus problématique.

En effet, à l'horizon 2020, l'objectif est d'atteindre un taux de 75%. En tenant compte du rythme de progression sur les 3 premières années, il serait difficile d'atteindre cet objectif. En effet, au rythme actuel, le taux de maillage sécuritaire devrait se situer à un taux de 71,82%, soit 3,18 points en moins que l'objectif prévu pour fin 2020. Ainsi, vouloir réaliser le taux de maillage prévu par le PNDES nécessitera des ressources supplémentaires.

IV.2. La cohérence des choix budgétaires du secteur de la sécurité avec la Stratégie nationale de sécurité intérieure

Afin de trouver la meilleure approche possible à même de permettre aux forces de sécurité intérieure de mieux exécuter leurs missions, le gouvernement adopté en 2010, une stratégie nationale de sécurité intérieure (SNSI) 2011-2020¹².

L'objectif global de la SNSI est de permettre d'assurer la paix et la stabilité nationales, de lutter contre la montée de l'insécurité et d'instaurer de façon durable les conditions nécessaires au bien-être des populations et au développement socioéconomique du pays.

Pour y parvenir, six (06) axes stratégiques ont été déclinées :

- le renforcement des capacités organisationnelles et opérationnelles des forces de sécurité intérieure ;
- le renforcement de la fonction renseignement ;
- la participation communautaire ;
- le renforcement de la communication ;
- le renforcement du dispositif de prévention et de la répression ;
- le renforcement de la coopération internationale et régionale.

La SNSI constitue le référentiel de base dans la conduite des questions liées à la sécurité. Au regard de l'absence d'un plan d'actions triennal opérationnalisant la stratégie, il est difficile d'établir un lien entre les priorités de ladite stratégie et les allocations budgétaires.

L'analyse de la situation de réalisation des services de sécurité dans les communes permet d'apprécier la réalisation des engagements de la SNSI. Elle préconisait l'implantation judicieuse des services sur l'ensemble du territoire et une planification échelonnée pour la couverture des zones vides en service de sécurité. Ainsi, pour la période de 2011-2015, la SNSI prévoyait de construire cent cinquante-six (156)¹³ services de sécurité dans les communes¹⁴ qui n'en disposent pas, soit trente-deux (32) services par an, afin de répondre au besoin en infrastructures d'accueil des services de sécurité.

De 156 communes qui ne disposaient pas de services de sécurité en 2011, le nombre est passé à 120 communes en 2019. Ainsi, en 9 ans, l'Etat a doté 36 communes qui n'étaient pas couvertes en services de sécurité alors qu'il était prévu de réaliser en 5 ans des services de sécurité pour 156 communes qui n'en disposaient pas déjà.

¹² Décret n°2010-335/PRES/PM/SECU du 17 juin 2010.

¹³ En 2010, 156 communes ne disposaient pas de services de sécurité.

¹⁴ La SNSI parlait de département qui correspond à la commune.

Ce non-respect des engagements en termes de couverture de services de sécurité s'expliquerait d'une part par la faiblesse des ressources financières allouées à la mise en place des services de sécurité et d'une part par la réalisation des services de sécurité déjà couvertes. En effet, 114 communes, soit 32,5% du territoire disposent à la fois de services de la police nationale et de gendarmerie, alors que 120 communes, soit 34,2% des communes ne disposent ni service de police, ni service de gendarmerie.

La construction et l'équipement de services de sécurité dans les communes non couvertes nécessiteront un montant d'environ 34,8 milliards ¹⁵ de FCFA. A ces investissements, il faudrait prévoir le coût du recrutement et de la formation des agents de sécurité devant animer ces nouveaux services.

Une politique nationale de la défense et de la sécurité serait en cours d'élaboration afin de donner une vision et des orientations stratégiques dans le secteur de la défense et de la sécurité. A cet effet, osons espérer que des mesures fortes seraient prises pour combler les déficits en termes de maillage sécuritaire et de renforcement des capacités opérationnelles de nos forces de sécurité.

¹⁵ Selon la DMP/DGPN, les coûts estimatifs pour la construction d'un CPD-bâtiment standard 150millions et les équipements (140 millions) de FCFA.

Conclusion

Commanditée le Centre d'Information, de Formation, et d'Etudes sur le Budget avec l'appui technique et financier de ses partenaires notamment Oxfam et Danida, la présente étude a permis d'analyser l'évolution des dépenses de l'Etat de 2010 à 2019 et la cohérence des choix budgétaires des secteurs de la défense et de la sécurité avec le PNDES.

Les dépenses globales de l'Etat ont enregistré une nette reprise sur la période 2016-2018 après la baisse d'ensemble observée sur les trois années précédentes marquées par la crise socio-politique qu'a connue le pays notamment l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 et le coup d'état militaire de 2015. Sur la période d'étude, on note un accroissement significatif des dépenses de personnel imputable aux revendications sociales.

La hausse des dépenses de personnel n'a pas permis au Burkina Faso de respecter le critère de convergence lié à la masse salariale dans l'Union économique et monétaire ouest-africains (UEMOA). Il est noté également une forte augmentation des dépenses de fonctionnement de 21,89% ; ce qui contraste avec la volonté du Gouvernement de réduire le train de vie de l'Etat. En outre, sur la période 2016-2018, les dépenses d'investissements se sont accrues de 17,15% en moyenne annuelle contrairement à la période 2013-2015 qui a vu les investissements baissés de façon drastique (-7,71%). Malgré, cette hausse des dépenses d'investissement, leur part dans la richesse nationale (PIB) baisse dans le temps.

L'étude a également relevé une nette augmentation des allocations budgétaires au profit du secteur de la défense de 2016 à 2019, ceci pour faire face aux menaces terroristes. Ainsi, ces allocations budgétaires ont permis à l'Etat de respecter ses engagements dans l'exécution de la loi de programmation militaire quinquennale (2018-2022) avec un taux d'exécution de 52,35% en seulement deux (02) années de mise en œuvre ; ce qui traduit les efforts consentis par l'Etat en faveur du renforcement des capacités des forces armées nationales. Nonobstant ces efforts, la part du budget de la défense dans le budget national reste faible par rapport aux autres pays du G 5 Sahel.

Au niveau du secteur de la sécurité, les allocations budgétaires ont aussi connu une nette progression sur la période. L'analyse comparative par titre a permis de constater que contrairement à ce qui a été observé au niveau de la défense, la part des dépenses de personnel du ministère de la sécurité a augmenté pendant que celle allouée aux investissements connaît une baisse dans le temps.

L'ensemble des efforts déployés par l'Etat ont permis d'atteindre toutes les cibles PNDES à fin 2018 concernant notamment le maillage sécuritaire en service de sécurité, la population pour un agent de sécurité, la couverture des régions en plans ORSEC et la réalisation des exercices terrains.

Toutefois, à fin 2020, la cible concernant le maillage sécuritaire en service de sécurité coure le risque de ne pas être atteinte. Aussi, il ressort également que les allocations budgétaires au secteur de la sécurité n'ont pas permis à l'Etat de respecter ses engagements contenus dans la stratégie nationale de sécurité intérieure en termes de couverture intégrale du territoire en service de sécurité

En effet, en 9 ans, l'Etat a doté 36 communes qui n'étaient pas couvertes en services de sécurité alors qu'il était prévu de réaliser en 5 ans des services de sécurité pour 156 communes qui n'en disposaient pas déjà. Cette situation s'expliquerait par la faiblesse des ressources financières allouées à la mise en place des services de sécurité et par la réalisation des services de sécurité dans des communes déjà couvertes.

En outre, dans le cadre de l'exercice des missions de sécurité intérieure et de défense nationale, quelques préoccupations majeures ont été évoquées :

- **En matière de ressources matérielles**
 - Matériels insuffisants en quantité et en qualité pour faire face aux menaces ;
 - les agents de sécurité ne sont pas suffisamment dotés en matériels adaptés (Armes, gilets de protection, munitions etc...). Ce qui limite la puissance de feu des FDS ;
 - Mauvaises répartitions des équipements entre les services de sécurité ;
 - Inadaptation de la puissance de feu des FDS face aux attaques terroristes ;
 - Manque de moyens roulants notamment les vecteurs aériens ;
 - Absence de contrôle interne.
- **En matière de ressources humaines et le maillage du territoire**
 - Mauvaise répartition des FDS dans les régions.(Forte concentration des agents de sécurité dans les grands centres urbains;
 - Formations des FDS non adaptées aux menaces terroristes
 - Ratio par région très faible. En effet, le ratio agents de sécurité /habitant est insuffisant dans les régions du Nord et au sahel.

Au regard des insuffisances constatées, les recommandations suivantes ont été formulées :

A l'endroit du Gouvernement

- **Dépenses en général**
 - Rationaliser les dépenses de personnel afin de les ramener dans les limites de la norme communautaire de 35% ;
 - Rationaliser les dépenses de fonctionnement pour se conformer à l'objectif de réduction du train de vie de l'Etat ;
 - Accroître la part de la richesse nationale allouée aux investissements publics.
- **Dépenses spécifiques liées à la sécurité et à la défense nationale**
 - Améliorer le système de communication des FDS à l'effet de créer un climat de confiance entre les FDS et les populations ;
 - Créer des cadres d'échanges afin de permettre à la société civile de soutenir les allocations budgétaires dans le secteur de la sécurité et de la défense ;
 - Augmenter l'allocation des ressources au secteur de la défense et de la sécurité pour le renforcement du maillage sécuritaire ;
 - Réadapter en quantité et en qualité les équipements afin de faire face dignement aux défis sécuritaires ;

- Acquérir des vecteurs aériens drones d'envergure qui permettent de surveiller à distance avec un rayon de couverture de plus 300 kilomètres et d'une durée d'autonomie acceptable ;
- Mettre en place des dispositifs internes de suivi contrôles des équipements dans le secteur de la sécurité et de la défense ;
- Effectuer des audits externes pour apprécier le respect des normes et procédures et sanctionner en cas de manquement ;
- Prendre des dispositions pour mener des enquêtes après les attaques afin de tirer des leçons et situer les responsabilités. (la qualité et type d'armes utilisées, la conduite de la mission et le renseignement) ;
- Alléger les procédures budgétaires dans le secteur de la sécurité et de la défense pour plus d'efficacité dans les acquisitions des équipements.

A l'endroit du CIFOEB

- ⇔ Commanditer une étude sur la gouvernance dans le secteur de la sécurité et de la défense.
- ⇔ Faire le plaidoyer auprès de l'Assemblée nationale pour la conduite d'une enquête parlementaire dans le secteur de la sécurité et de la défense ;
- ⇔ Assurer la veille pour la mise en œuvre des recommandations de la présente étude.

Annexes

Annexe 1 : TERMES DE REFERENCE

I. Contexte et justification

Le Burkina Faso a entrepris depuis un certain nombre d'années des réformes majeures au niveau des finances publiques qui ont abouti à l'élaboration et à l'adoption du premier budget programme de l'État en 2017.

En dépit de ces réformes et d'énormes efforts consentis par le pays dans ce domaine, le déficit budgétaire persiste. Ainsi, le pays reste confronté au défi de la répartition équitable des ressources publiques surtout en faveur des groupes sociaux les plus défavorisés.

Dès lors, la problématique de la prise en compte des besoins des populations dans le budget qui constitue l'outil de mise en œuvre des politiques de développement se pose avec acuité.

Aussi, le contexte actuel du Burkina Faso est marqué par une dégradation considérable de la situation sécuritaire depuis le début de l'année 2018.

En effet, depuis 2018, on assiste à des incursions, menaces et prêches extrémistes dans des villages, assassinats ciblés, enlèvements, attaques de postes de police et de gendarmerie, incendies d'écoles, attaques contre des patrouilles des Forces de Défense et de Sécurité.

Ces différentes actions terroristes ont pour conséquences :

- la perturbation des activités socio-économiques ;
- la perturbation des activités éducatives ;
- la psychose au sein des populations et des administrations locales ;
- le déplacement des populations.

Au regard du caractère asymétrique de la menace terroriste, l'action militaire ne saurait constituer l'unique réponse. La lutte contre le terrorisme et l'insécurité de façon générale passera par un engagement collectif de tous les patriotes, pour débusquer les terroristes. Par conséquent, la nécessité d'une approche holistique dans la lutte contre ce fléau s'impose et l'implication de toutes les composantes de la nation dans cette lutte est indispensable.

C'est pourquoi, le CIFOEB entend mener une étude budgétaire sur le secteur sécurité/défense selon une méthodologie convenue avec les acteurs du secteur compte tenu du caractère sensible du secteur de la défense et de la sécurité en vue d'analyser l'efficacité et l'efficience des dépenses publiques en la matière.

Cette étude, permettra de produire des informations budgétaires à travers une analyse budgétaire indépendante des allocations budgétaires des années 2016 à 2019 en faveur des secteurs de la sécurité et de la défense.

L'étude permettra par ailleurs d'activer le contrôle citoyen au sein des OSC et des médias et va servir de base pour des actions de plaidoyer de la société civile en vue de contribuer à une meilleure allocation de ressources dans les secteurs suscités.

II. Objectifs

L'objectif global de l'étude est d'activer le contrôle citoyen au sein des OSC et des médias et de servir de base pour des actions de plaidoyer de la société civile en vue de contribuer à de meilleures allocations et à une gestion efficace et efficiente des ressources publiques en faveur de la sécurité et de la défense.

Plus spécifiquement, il s'agira de :

- déterminer les dépenses publiques dans les secteurs de la sécurité et de la défense et vérifier si l'État remplit son engagement dans le domaine par rapport à ses objectifs définis dans le **Plan Stratégique 2017-2021 pour la Réforme des Forces Armées Nationales** ;
- analyser la cohérence des choix budgétaires dans les secteurs prioritaires avec le Plan National de Développement Économique et Social (PNDES).
- voir l'adéquation des ressources budgétaires allouées à la sécurité et à la défense avec le costing du PNDES ;
- faire une analyse comparative des allocations budgétaires dans le domaine de la défense du Burkina Faso avec les autres pays du G5 Sahel ou des pays de l'UEMOA ayant des similitudes avec le Burkina Faso ;
- rendre l'information budgétaire, dans les domaines concernés, accessible aux populations à travers les OSC par la production d'un rapport d'étude ;
- présenter les résultats issus de l'analyse et faire des propositions qui vont servir de base pour un plaidoyer-lobbying en direction des décideurs de l'État, des médias, des Parlementaires, de la société civile et des PTFs.

III. **Résultats attendus**

Les résultats attendus sont les suivants :

- les dépenses publiques dans les secteurs de la sécurité et de la défense sont déterminées et il est vérifié si l'État remplit son engagement dans le domaine par rapport à ses objectifs définis dans le **Plan Stratégique 2017-2021 pour la Réforme des Forces Armées Nationales** ;
- la cohérence des choix budgétaires dans les secteurs prioritaires avec le Plan National de Développement Économique et Social (PNDES) est analysée ;
- l'adéquation des ressources budgétaires allouées à la défense et à la sécurité avec le costing du PNDES et du plan stratégique 2017-2021 est analysée ;
- une analyse comparative des allocations budgétaires dans le domaine de la défense du Burkina Faso avec les autres pays du G5 Sahel ou des pays de l'UEMOA ayant des similitudes avec le Burkina Faso est faite ;
- l'information budgétaire, dans les domaines concernés, est rendue accessible aux populations à travers les OSC par la production d'un rapport d'étude ;
- les résultats issus de l'analyse sont présentés et des propositions sont faites pour un plaidoyer-lobbying en direction des décideurs de l'État, des médias, des Parlementaires, de la société civile et des PTFs.

VI. **Méthodologie**

Pour réaliser cette étude le CIFOEB s'attachera les services de deux consultants respectivement experts en finances publiques et expert en défense sécurité. Ces consultants seront recrutés à travers une consultation restreinte à partir de la base de consultants du CIFOEB. Une réunion de cadrage sera organisée par le centre afin d'affiner la méthodologie de l'étude et d'arrêter un plan de travail de commun accord avec le consultant.

Les consultants proposeront une offre technique et financière pour la conduite de l'étude. La méthodologie et les outils de collecte de données du consultant retenu seront validés à la réunion de cadrage.

La version finale du rapport sera produite à la suite d'un atelier de validation qui fera des observations et des amendements sur le rapport provisoire présenté.

Toutefois, la méthodologie indicative de la collecte et de l'analyse des données se présente comme suit :

➤ **Méthode de collecte des données**

- Collecte sur le terrain (ministère chargé de la sécurité, ministère de la défense et des anciens combattants, ministère de l'économie, des finances et du développement, OSC et ONG) des informations budgétaires concernant la défense et la sécurité ;
- Revue documentaire sur les rapports financiers des différents ministères, programmes, les lois de règlement et les budgets sur les cinq dernières années ;
- Rencontres d'échanges avec des personnes ressources au sein de l'administration publique notamment du ministère de la sécurité et du ministère de la défense et des anciens combattants ;
- Collecte de données au sein des organismes internationaux tels que le G5 Sahel et l'UEMOA pour les besoins de comparaison dans les allocations budgétaires.

➤ **Méthode d'analyse des données**

L'analyse adoptera une approche du niveau international au niveau central/national et sectoriel.

L'approche d'analyse se présente comme suit :

- avant d'analyser dans un premier temps la structure des recettes et des dépenses du budget de l'État, le contexte économique, sécuritaire et social du Burkina Faso durant les cinq dernières années sera analysé ;
- les allocations sectorielles (sécurité et défense) en 2016, 2017, 2018 et 2019 seront analysées ;

Enfin, avant de formuler des recommandations, l'adéquation des choix budgétaires et des priorités définies dans le PNDES en faveur du bien-être des populations et dans le plan stratégique 2017-2021 pour la Réforme des Forces Armées Nationales sera analysée.

V. Tâches des consultants

Les tâches des consultants se déclinent comme suit :

- préparer les outils de collecte de données ;
- collecter les données ;
- analyser les données
- produire un rapport d'analyse ;
- proposer un support de plaidoyer

VI. PROFIL DES CONSULTANTS

Pour la réalisation de cette étude, le CIFEOD recruterait une équipe de deux consultants spécialistes des finances publiques (20 hommes/jours) et de la sécurité/défense (10 hommes/jours).

Le consultant, spécialiste des finances publiques devra :

- avoir une expérience pertinente d'au moins dix (10) ans dans le domaine des finances publiques ;
- disposer d'une expérience dans la conduite d'études similaires ;
- maîtriser les finances publiques ;

- avoir une bonne connaissance du monde des OSC pour porter un regard alternatif dans la production du rapport de l'étude ;
- avoir une bonne capacité de synthèse et d'analyse ;
- être rigoureux et méthodique;
- justifier de très bonnes aptitudes rédactionnelles ;
- avoir une excellente maîtrise des outils informatiques courants.

Le consultant, expert en sécurité/défense devra avoir :

- une forte expérience dans le domaine de la sécurité/défense notamment les politiques sécuritaire et de défense du Burkina Faso et du G5 Sahel;
- une bonne maîtrise des réformes de l'armée.

VII. DOSSIERS DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature est composé de :

- une lettre de soumission de l'équipe adressée à la directrice exécutive du CIFOEB ;
- une offre technique de l'équipe de cinq pages maximum comprenant la compréhension des TDR, la méthodologie et l'organisation du travail, un chronogramme précis.
- Les CV des consultants (expert finances publiques et expert sécurité/défense) ;
- une offre financière détaillée de l'équipe intégrant tous les coûts de la prestation.

N.B. Pour la composition de l'équipe, l'expert financier consulté peut s'associer à un expert en sécurité/défense figurant ou non sur la liste restreinte. De même, l'expert en sécurité/défense consulté peut s'associer à un expert en finances publiques figurant ou non sur la liste restreinte. Toutefois, le chef d'équipe sera l'expert en finances publiques

Annexe 2 : Liste des personnes rencontrées

Nom	Prénom	Fonction/	Contact
BARRY	Mamadou	Ex SG/MDAC	70-25-66-32
BONKOUNGOU	Moumouni	Personne ressource	70-51-67-24
DRABO	Soungalo	Statisticien-Personne ressource	78-60-12-94
DINDANE	Jean- Baptiste	DSEC-MSECU	70-61-04-56
ILBOUDO	Saidou	Personne ressource	70-08-32-22
KIEMTORE	Charles	Agent-DSS-MSECU	70-08-05-37
OUEDRAOGO	Ousseni	Chef-service/DISB/DGB-MINEFID	78-85-09-90
OUEDRAOGO	Mahamadi	Cadre-DGB-MINEFID	78-78-24-93 70-34-02-83
PALENFO	A. Yacoub Sié Rachid	Commissaire divisionnaire : SGA-UNAPOL	77-77-73-78
SANFO		Cadre-DGB-MINEFID	70-14-13-64
YANOOGO	Henri	DCPP-MSECU	70-15-68-22
ZONGO	Adama	Cadre-DGB-MINEFID	78-39-41-92 70-77-85-27
ZONGO	André	Agent-DFP	71-29-01-72
ZONGO	B. Armiyaho,	Commissaire divisionnaire : SG-UNAPOL	78-39-70-58
ZONGO	Lambert	SP/PNDES	70-22-05-68
ZONGO	Régma	DPPO-MSECU	73-95-14-21